

***l'Anti*capitaliste**

n°615 | 12 mai 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



FAIRE ENTENDRE
UNE GAUCHE DE RUPTURE
ANTICAPITALISTE

Dossier

**UNITÉ À GAUCHE,
UNITÉ POPULAIRE,
UNITÉ NATIONALE...
VUES D'EN BAS**

Quelques leçons de la
période du Front populaire
à la Libération

Pages 6 et 7

ÉDITO

Et dire que Fillon voulait me
«foutre un procès»

Page 2



PREMIER PLAN

Écologie. Le jour du
dépassement: le 5 mai
en France

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

USA. Le projet de la Cour
suprême d'abolir le droit à
l'avortement agite le pays

Page 4



Éthiopie. Tensions fortes
et paix fragile

Page 5

ACTU SOCIALE

Prison. Dimanche 29 mai:
journée nationale contre les
violences pénitentiaires

Page 8

ACTU DU NPA

Élections législatives.
Déclaration du Conseil
politique national du NPA

Page 12



édito

Par PHILIPPE POUTOU

Et dire que Fillon voulait me «foutre un procès»

Souvenir souvenir... C'était en 2017, en pleine campagne présidentielle. Depuis janvier, le candidat de droite Fillon, si pur, si droit, si froid, s'enfonçait dans la tourmente au fil des révélations du *Canard enchaîné*. Plus on en apprend, plus ça sent la triche et le vol d'argent public. Costards, emplois fictifs : le scandale prend de l'ampleur mais le type ne lâche pas. Même lors de sa mise en examen, il ne retire pas sa candidature alors qu'il avait dit le contraire quelques jours auparavant. En plus, il ment effrontément. Mais c'est cohérent avec son habitude de piquer dans les caisses publiques. On se souvient de ce scénario incroyable. Isolé, fragilisé, il reste candidat. De toute façon Juppé, cet autre délinquant expert en emplois fictifs, envisagé un moment comme la roue de secours, refusera de prendre la relève. C'était trop d'ennuis en perspective.

À titre personnel, je me souviens aussi de ce grand débat électoral du 4 avril. Fillon était juste en face et j'avais attaqué sur sa corruption. Il avait serré les dents et lâché un «*Je vais vous foutre un procès*». On a attendu, mais le procès n'est jamais venu... Contrairement au sien bien sûr. La campagne de Fillon avait pris du plomb dans l'aile mais, au total, il ne sera pas si loin du second tour. Preuve qu'à droite, on vit très bien avec ce genre de délinquance et qu'on fait preuve, malgré les discours, d'un certain «laxisme». Il y a chez eux un sentiment d'impunité et une arrogance sans limite, à l'image du clan Balkany qui a pourtant fini par payer la note après une longue carrière de voleurs. Il faut reconnaître que les lois sont bien faites, par exemple la comparution immédiate, ça n'existe pas pour eux. Il faut au contraire beaucoup de temps pour juger. Mais parfois, ça arrive. Comme cette semaine, avec la condamnation de Fillon à cinq ans de prison [dont un ferme], à 10 ans d'inéligibilité, à 375 000 euros d'amende, à rendre l'argent. C'est quasi délicieux. Bon d'accord, il ne paiera pas tout de suite. Mais il est condamné, lourdement, signe qu'il a trompé et qu'il a bien piqué. Comme tant d'autres, bien trop souvent restés impunis. Car derrière ces condamnations individuelles, il s'agit bien d'un système de corruption qui est celui d'une classe sociale, celle des capitalistes, de ces grosses fortunes qui confondent par principe les caisses publiques avec leurs comptes personnels. Mais des fois, il y a un peu de justice.

NB : Ce texte a été publié une première fois dans nos colonnes en juin 2020, mais nous n'avons pas résisté, à l'occasion de la condamnation de Fillon en appel, à la tentation de le republier.

BIEN DIT

En France, on renvoie les descendants des diasporas africaines à leur pays d'origine tout en leur demandant de gommer leur africanité.

OLIVETTE OTELE (historienne, autrice d'une *Histoire des noirs d'Europe, de l'Antiquité à nos jours*), liberation.fr, 10 mai 2022.

À la Une

DANS LA RUE ET DANS LES URNES Faire entendre une gauche de rupture anticapitaliste

La NPA ne participe pas à la coalition de la NUPES, en raison des concessions trop importantes qui y ont été faites au PS et au social-libéralisme. Notre position semble largement comprise, il reste à la transformer en activité militante.

Nous nous étions engagéEs dans les discussions avec l'Union populaire en raison de l'analyse de la période, avec une polarisation entre, d'une part, un bloc d'extrême droite et, d'autre part, un bloc autour de Mélenchon, qui représente une reconstruction de la conscience de classe, avec en outre un troisième bloc, en équilibre instable, autour de Macron et ses politiques ultralibérales et autoritaires. La faiblesse des scores de l'extrême gauche incarne l'impossibilité actuelle de regrouper une fraction importante des masses autour des idées anticapitalistes et révolutionnaires. Ces résultats électoraux sont la transcription déformée du fait que les luttes sont fragmentées, défensives, souvent défaites, et que les masses cherchent à s'homogénéiser, à reconstruire un cadre pour se défendre, avant de penser aux stratégies de rupture avec le capitalisme. La contestation des politiques libérales se fait aujourd'hui par des processus électoraux, peu dans les luttes et encore moins en suivant les révolutionnaires. Nous n'avons pas d'autre choix que d'accompagner ce mouvement : nous lier à cette reconstruction de la conscience, la construire sincèrement, tout en gardant notre stratégie révolutionnaire et notre organisation indépendante. Nous avons donc souhaité tomber d'accord sur un programme minimum, correspondant à une rupture avec les politiques pro-capitalistes actuelles. Le programme de NUPES avance des mots d'ordre qui représenteraient un pas en avant pour le SMIC, les retraites, l'écologie, les droits des femmes, la répression policière, etc. Même s'il conserve des limites importantes, comme la faible augmentation du SMIC proposée, ou le flou entretenu sur le rapport au capital, avec une absence même de projets de nationalisations, sans parler de réquisitions.

L'UP a choisi le PS au détriment du NPA

Hélas, les négociations ont échoué. Au départ, le PS devait être écarté. Il a finalement été intégré, et la part programmatique et en termes de circonscriptions donnée au PS et aux Verts change la nature du projet initial. Lorsque la direction de l'UP nous proposait «un projet majoritaire», elle ne signifiait pas se battre pour obtenir la majorité à l'Assemblée, mais rassembler toutes les forces consentant à se ranger derrière Jean-Luc Mélenchon, y compris le PS avec, dans ses bagages, des candidatures libérales comme Villani, Lambert ou Julien-Laferrrière. La volonté d'être majoritaire à tout prix, la force des institutions de la 5^e République et le rapport de forces dégradé poussent à des compromis, à se lier à des forces connectées au capitalisme.

Cependant, en 1936 en Espagne et en France, les forces de gauche étaient également liées au capital et n'envisageaient qu'un accompagnement social de la crise du système. Mais les masses se sont saisies de la victoire électorale pour se soulever. De plus, le processus de recomposition de la gauche est plus que jamais en cours, avec des ruptures au sein du PS, mais aussi des clarifications qui s'opèrent pour de nombreuses et nombreux militantEs qui ont par exemple dénoncé la belle part faite au PS au détriment du NPA ou des collectifs de quartiers populaires comme «On s'en mêle». Nous devons donc continuer à accompagner le processus de façon militante : pour permettre une défaite de l'extrême droite et de Macron dans les prochaines élections, permettre si possible la victoire d'une gauche en rupture incomplète mais réelle avec les politiques menées par Jospin et Hollande, et encourager les luttes sociales.

GÉRARD MAJAX PREMIER MINISTRE



Militer sur une même orientation malgré des pratiques différentes

L'enjeu est maintenant pour nous de réussir à organiser de façon militante notre positionnement. Cela se fait par trois axes. Le premier est la participation sincère et active aux candidatures qui relèvent d'une gauche de rupture. Ainsi, à Paris 20^e, le NPA participe à la campagne de Danièle Simonnet, aux assemblées générales de la campagne (la première a regroupé lundi 9 mai une centaine de personnes tout de même), au porte à porte, aux diffusions de tracts, pour gagner. Cela peut être le cas dans de nombreuses circonscriptions. Le deuxième axe est la construction de candidatures alternatives aux candidatures social-libérales intégrées dans la NUPES. Ainsi, à Lyon où se présente Julien-Laferrrière ou en Charente Jérôme Lambert, il semble évident que la gauche de rupture ne pourra pas être incarnée par ces candidatures et il est

possible et nécessaire que d'autres candidatures émergent, autour du NPA ou avec d'autres collectifs militants prêts à défendre un programme anticapitaliste conséquent. En règle générale, en alternative à ce type de candidatures, nous cherchons à regrouper. C'est là où un espace politique réel existe. Le troisième axe est commun : nous souhaitons nouer des liens avec les forces, dans la NUPES ou en dehors, qui estiment que le changement réel se fera par les mobilisations et qui perçoivent les processus d'intégration à l'appareil d'État qui sont déjà en cours dans la NUPES. Nous devons être là pour montrer une autre voie, de rupture avec le capitalisme. Mais pour cela, il faut non pas être à l'extérieur de ce mouvement, ou – pire – se prononcer de façon sectaire contre celui-ci mais, sans renier nos critiques, au côté de celles et ceux qui y voient un espoir pour faire face à l'extrême droite et à Macron, et pour changer le monde.

Antoine Larrache

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Un « nouveau Parti socialiste » ?

L'intégration du Parti socialiste à la coalition électorale construite autour de l'Union populaire et de Jean-Luc Mélenchon a fait couler beaucoup d'encre. Le spectacle des déchirements internes du PS y a largement contribué, encourageant certains commentateurs à évoquer des « ruptures » du point de vue de l'orientation et du positionnement du PS, voire l'avènement d'un « nouveau Parti socialiste ». Le fait que le PS ait rejoint la « Nouvelle union populaire écologique et sociale » (Nupes) n'est certes pas un événement anodin. Mais il serait hasardeux d'en tirer des conclusions définitives sur ce parti.

L'accord entre les socialistes et l'Union populaire a été ratifié le jeudi 5 mai par le Conseil national du PS, au moment même où le Conseil politique national du NPA se prononçait contre une participation de notre organisation à la Nupes. Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence de date, dans la mesure où les choix du NPA ont été

notamment guidés par les modalités politiques et programmatiques d'intégration du PS, qui participaient d'un renforcement du poids du social-libéralisme dans la coalition¹.

Auto-conservation et conflits d'appareil

En politique pas plus qu'ailleurs, nous ne croyons guère aux miracles.

Et ce que d'aucuns ont pu considérer comme un « revirement » du PS, voire une « rupture » avec l'orientation qu'il porte depuis plusieurs décennies, apparaît avant tout comme une opération d'auto-conservation de la majorité de l'appareil socialiste, sur fond de tensions, voire de rivalités avec d'autres fractions de l'appareil. Le moins que l'on puisse dire est

en effet que le PS a été plutôt gâté par l'Union populaire, avec 70 circonscriptions dont 30 éligibles, et donc la forte probabilité de maintien d'un groupe parlementaire. Une perspective inespérée au lendemain du premier tour de la présidentielle et du score historiquement bas d'Anne Hidalgo (1,75%), qui indiquait que le PS ne pourrait en aucun

Un monde à changer

MACRON SE FOUT DE LA GUEULE DES RETRAITÉ·E·S!

Le code de la Sécurité sociale prévoit que la revalorisation annuelle du montant des retraites est effectuée sur la base d'un coefficient égal à l'évolution moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac. Mais le gouvernement, ne tenant pas compte de la loi, a décrété que la revalorisation des pensions de retraite de base du public et du privé devaient être limitées au 1^{er} janvier 2022 à 1,1% alors que, selon l'indice de l'INSEE, les prix à la consommation ont augmenté de 2,9% sur un an. Le gouvernement a aussi agréé l'accord des « partenaires sociaux » qui a augmenté les retraites complémentaires de 1% au 1^{er} novembre 2021.

Le président-candidat Macron a promis une augmentation de 4% le 1^{er} juillet 2022, « un ordre de grandeur » qui tiendra compte de l'inflation, a indiqué son ministre des Finances. Elle ne compense pas les pertes importantes du pouvoir d'achat des retraités estimées à 25% depuis 12 ans en raison de la désindexation des pensions, elle ne s'appliquera probablement pas les prochaines années puisqu'il est précisé que « cette revalorisation est exceptionnelle ». Cette disposition déroge aussi à la loi qui prévoit

une augmentation au 1^{er} janvier, mais Macron se permet d'offrir des petits cadeaux... en période électorale!

Les régimes complémentaires représentent en moyenne un tiers de la pension totale. L'Agirc-Arrco, la retraite complémentaire de l'ensemble des salariés du secteur privé gérée paritairement par les syndicats et le patronat, n'envisage pas de revalorisation « exceptionnelle » des pensions. Par contre, son conseil d'administration peut décider, comme cela c'est réalisé plusieurs fois, d'une sous-indexation ou du refus de toute augmentation des pensions lorsqu'il estime que les comptes de l'année sont « dégradés ».

Macron avait annoncé en juillet 2021 que « toute retraite pour une carrière complète devra être supérieure à 1000 euros par mois » avant le prochain mandat. Aucune disposition n'a été prise à cet effet, notamment aucune hausse de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ancien minimum vieillesse) n'a été envisagée. Alors comment croire à ce président lorsqu'il promet d'indexer le montant des retraites sur le coût de la vie? Ne serait-ce pas un effet d'annonce pour essayer d'obtenir « la paix sociale » alors qu'il a la ferme intention de porter l'âge de départ à la retraite à 64 voire 65 ans. Mais tous ensemble nous serons déterminés à l'en empêcher!

ÉCOLOGIE Le jour du dépassement: le 5 mai en France

Depuis le 5 mai, la France vit à crédit. La banque, c'est la planète! En d'autres termes, cela signifie que, selon le modèle établi par l'ONG étatsunienne Global Footprint Network dont les résultats pour la France sont transmis par le WWF, le 5 mai est la date à laquelle elle a consommé l'intégralité des ressources que la Terre peut lui fournir en un an.

Le jour du dépassement est fixé en divisant la biocapacité de la planète par l'empreinte écologique de l'humanité et en multipliant le tout par 365 jours.

2,9 planètes par an!

Selon ce modèle, si le monde entier vivait comme la France, il faudrait 2,9 planètes pour faire face à sa consommation. La moyenne planétaire se situe à 1,7 planète par an. L'indicateur peut être discuté¹ mais il permet de suivre l'évolution, au fil des ans, de l'empreinte carbone globale au niveau mondial, et de mesurer l'impact des différents pays sur la surexploitation des ressources. Les inégalités apparaissent de façon éclatante, entre les pays au dépassement le plus précoce (Qatar le 9 février, Luxembourg le 15 février, Canada et États-Unis le 14 mars) et ceux au plus tardif (Sao Tomé-et-Principe le 27 décembre, l'Indonésie le 18 décembre, Tchad le 16 décembre). De plus, les moyennes nationales cachent les gigantesques inégalités au sein des pays eux-mêmes. Le 1% le plus riche (environ 63 millions de personnes) émettent plus du double que les 50% les plus

pauvres (environ 3,1 milliards de personnes) ou plus que les émissions totales cumulées de l'ensemble des citoyens de l'UE.

Une modeste ambition nationale

L'indicateur prend en compte les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation des surfaces

par l'agriculture, l'exploitation des forêts pour le bois d'œuvre ou de chauffage, le taux d'artificialisation des terres pour la construction et l'intensité de la pêche, mais il fait l'impasse sur la responsabilité des groupes capitalistes de l'énergie, de l'agro-industrie ou des banques... Quant aux propositions du WWF pour « gagner » 25 jours au cours

du quinquennat (baisse de 20% de la consommation de viande, augmentation de 25% des cultures en bio, développement du vélo et des véhicules électriques, division par deux du rythme d'artificialisation...), elles sont en décalage avec les véritables impératifs du climat et de la biodiversité. Même Macron nous parle désormais de « planification écologique »!

Écologistes, internationalistes, anticapitalistes!

Ce signal d'alarme souligne l'urgence d'agir: il est absolument indispensable d'aller plus loin, en relayant la parole de celle et ceux qui vont au-delà des termes de la campagne du WWF². La mise en œuvre de solutions à la hauteur du défi est incompatible avec la croissance capitaliste: le WWF lui-même en donne un indice: les deux seules « pauses » dans la dégradation de la date du dépassement (lire pillage de la planète!) étant repérables au moment de la crise des subprimes (à partir de 2007) et de la pandémie, deux périodes de ralentissement de l'activité! CQFD.

Commission nationale écologie

1- Voir par exemple Aurélien Boutaud et Natacha Gondran, « Si toute l'humanité avait le mode de vie des français, le jour du dépassement serait en avril », actu-environnement.com, 3 août 2017.

2- Lire par exemple Lorène Lavocat, « Climat: rester sous la barre de 1,5 °C impose des choix radicaux sur la consommation », Reporterre, 9 juillet 2019.

LE JOUR DU DÉPASSEMENT



cas maintenir, seul, sa présence à l'Assemblée nationale (une trentaine de socialistes et apparentés), malgré ses implantations locales. Des alliances étaient donc nécessaires pour conserver un groupe de députés et, à partir du moment où le PCF et EELV penchaient du côté de l'UP, le PS était condamné à les suivre... ou à se rapprocher de la Macronie. Cette dernière option était en réalité très minoritaire, entre autres en raison du fait que Macron avait déjà « aspiré » bon nombre de socialistes en 2017, ce qui n'a pas empêché le pouvoir en place de tenter des approches, en proposant par exemple à la présidente du groupe PS à l'Assemblée, Valérie Rabault, le poste de Premier ministre. Mais une partie de l'appareil, pas nécessairement tentée par une aventure avec Macron, s'est elle aussi opposée à l'accord, ne voyant pas forcément

d'un mauvais œil la disparition du groupe parlementaire qui se serait faite au profit d'autres élus du parti: ce n'est pas un hasard si les présidents et présidentes des cinq régions socialistes se sont tous opposés à l'accord.

Une « rupture », vraiment?

Même si ces divergences font écho à des débats d'orientation, ce sont en réalité elles qui ont été le moteur des divisions internes. La place des questions programmatiques a été secondaire, entre des dirigeants socialistes qui avaient tous mené la campagne d'Anne Hidalgo, et personne n'a oublié ce qu'ont été les positions d'Olivier Faure et de son entourage au cours des dernières années. On se souviendra ainsi que Faure s'est abstenu sur la loi « séparatisme », qu'il a participé à la manifestation des syndicats policiers

devant l'Assemblée nationale en mai 2021, et qu'il a voté près de 30% des propositions de loi de la majorité présidentielle durant la première année du mandat de Macron. Quant à la posture de « rupture » avec les années Hollande, venue d'un Faure qui fut porte-parole du PS entre 2014 et 2016, favorable à l'adoption de la Loi travail légèrement amendée, partisan d'un compromis sur la déchéance de nationalité, et tenté, de son propre aveu, par l'aventure Macron en 2016², elle n'est guère plus crédible.

Il ne s'agit évidemment pas de prétendre ici que le choix du PS de rejoindre la Nupes est un non-événement, et qu'il n'est pas un facteur de rupture au sein de la « famille » socialiste. Les prises de position de Hollande, Cazeneuve, Le Foll, Cambadélis et consorts ne sont pas anodines. Mais il serait

toutefois illusoire de percevoir ces dynamiques comme étant celles d'une « clarification » entre sociaux-libéraux et sociaux-démocrates. Les bougés de l'UP, dans son accord avec le PS, sur les retraites, le SMIC ou l'Union européenne², ne sont pas accidentels. Et si l'on peut se féliciter de voir que le Parti socialiste se retrouve embarqué, malgré lui, dans une coalition qui l'entraîne vers sa gauche, il est beaucoup trop tôt pour pronostiquer la mort du social-libéralisme et du parti qui en a été le principal agent depuis 40 ans en France. Le PS ne vient pas de se transformer radicalement, et il a encore – malheureusement – de la ressource.

J.S.

1- Lire page 10 et page 12.

2- Arthur Berdah, « Le patron du PS, Olivier Faure, a "hésité" à rejoindre Emmanuel Macron en 2016 », lefigaro.fr, 17 janvier 2021.

Le chiffre

17,3%

Ferrari a livré 3 251 véhicules de luxe dans le monde au premier trimestre 2022, soit une hausse de 17,3%. Le bénéfice net de la firme automobile a grimpé de 16% à 239 millions d'euros. Les ultra-riches se portent bien, merci.



Agenda

Mardi 17 mai, soirée-débat du NPA en solidarité avec la Résistance ukrainienne, Paris 12^e. Avec Gilbert Achcar, Daria Saburova, Denys Gorbach et Catherine Samary. À 19h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, M^o Daumesnil.

Jeudi 19 mai, Rencontres de la Brèche, Paris 12^e. Présentation-signature de *La Révolution et nous* d'Alexander Neumann, à 18h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, M^o Daumesnil.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau-parti-anticapitaliste.org

NO COMMENT

Mon adversaire dans cette campagne, c'est le mélenchonisme.

MANUEL VALLS, Europe 1, 8 mai 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE Frontex: non à une politique d'asile meurtrière

Frontex est l'agence chargée de «protéger» les frontières de l'Union européenne. Fondée en 2005, elle est aujourd'hui cofinancée par la Suisse à hauteur de 14 millions de francs [13,6 millions d'euros]. Ce montant permet le développement d'un arsenal sophistiqué de matériel d'intervention. Le 15 mai prochain, les citoyenEs suisses devront se prononcer sur une augmentation de 14 à 61 millions de francs [59,3 millions d'euros] de cette subvention d'ici 2027, ainsi que sur l'accroissement de la dotation en personnel.

Cette augmentation représente une militarisation conséquente de la gestion des frontières européennes. Des associations d'aide aux migrantEs et des organisations internationales accusent pourtant Frontex de violations des droits humains. Dans les Balkans, Frontex repousse illégalement les personnes hors de certaines frontières. En Méditerranée, Frontex assiste sans lever le petit doigt à la destruction de moteurs de bateaux et à des abandons en mer de personnes. En Suisse, Frontex organise des « vols spéciaux » pour renvoyer de force des migrantEs entravés et menottés, au mépris de leur santé physique et morale.



MORTAZA SHAHEH

Une politique raciste et brutale

Frontex est la pièce maîtresse d'une politique d'asile européenne brutale, raciste et meurtrière, qui militarise les frontières et cherche à repousser toujours plus loin les personnes condamnées à l'exil. L'UE intervient d'ailleurs dans la gestion des frontières sud des pays limitrophes de l'Europe (Libye, Turquie, etc.), afin de renforcer les barrières d'accès à son territoire. Un procédé qui participe aux violences que subissent les migrantEs dans ces territoires (séquestrations, tortures, viols...), décriées par la presse internationale.

Il est argué par les milieux bourgeois que l'opposition à Frontex conduirait à une expulsion de la Suisse de l'espace Schengen. Rien n'est plus faux ! Des enquêtes, portant sur les violations des droits humains et sur la gestion de Frontex, ont amené le Parlement européen lui-même à geler une partie de son budget. Dans ces circonstances, la Suisse peut refuser de donner un blanc-seing à Frontex, sans que cela remette en question sa participation aux accords de Schengen.

Cette politique migratoire, qui vise à limiter et interdire l'accès à son territoire, a une seule conséquence : rendre les routes de migration de moins en moins sûres, de plus en plus meurtrières. Frontex est le bras armé d'une Europe forteresse dont nous ne voulons pas !

Seule la volonté politique manque pour organiser dignement l'accueil de l'exil. La vague migratoire ukrainienne actuelle le démontre : la solidarité et l'humanité sont possibles.

Il n'est plus supportable de rejeter et criminaliser des exiléEs selon leur origine, ni de laisser des personnes – femmes et personnes LGBTIQ+ avant tout – subir les violences du parcours migratoire, de l'administration et des lois suisses une fois arrivés ici. Pas plus que nous ne pouvons laisser des civilEs sous les bombes à quelques centaines de kilomètres de la Suisse, nous ne pouvons continuer à laisser couler des bateaux en Méditerranée et mourir les personnes condamnées à l'exil !

La politique migratoire de la Suisse doit être profondément révisée pour garantir un accueil digne de toutEs. Un non à Frontex le 15 mai sera la première pierre de cette révision, qui ne peut attendre.

Aude Martenot

USA Le projet de la Cour suprême d'abolir le droit à l'avortement agite le pays

Le 2 mai, le pays a été choqué — sinon surpris — d'apprendre que la Cour suprême prévoyait d'abolir le droit fédéral à l'avortement. La publication par Politico de la fuite du projet de décision de la majorité de la Cour suprême a immédiatement entraîné des protestations.

À New York, le 3 mai, je me suis joint à une manifestation de 3 000 femmes devant une cour de justice où la foule a scandé : « Nous ne reviendrons pas en arrière ». Au cours de la semaine suivante, des milliers de femmes et d'hommes ont manifesté dans des dizaines de villes du pays, tandis que les étudiantEs des universités, des lycées et des collèges ont quitté les cours et se sont rassemblés pour protester. Partout, les oratrices ont affirmé que la décision constituait une violation des droits des femmes, qu'elle affecterait plus que d'autres les femmes noires et latines, les travailleuses faiblement rémunérées et les femmes pauvres, et qu'elle ouvrirait la porte à d'autres atteintes aux libertés individuelles.

Majorité conservatrice à la Cour suprême

Le projet de décision, rédigé en février, mais qui ne devrait pas être finalisé avant juin, est basé sur un vote présumé de 5 contre 4 qui annulerait l'arrêt Roe v. Wade, la décision de la Cour suprême de 1973 qui a garanti constitutionnellement au plan fédéral le droit des femmes à l'avortement. La décision signifierait que les lois de chaque État détermineraient désormais si une femme peut ou non pratiquer un avortement. 19 États ont déjà interdit l'avortement — anticipant la décision de la Cour suprême — et trois autres ont adopté des lois anti-avortement qui entreraient en vigueur à l'annonce de la décision. Au total, 26 des 50 États, principalement dans le Sud et le Midwest, interdiraient

l'avortement. Seize États et le District de Columbia ont par contre adopté des lois qui protègent le droit des femmes à l'avortement.

Les sondages montrent qu'aujourd'hui, entre la moitié et les deux tiers des ÉtatsunienEs sont favorables au droit à l'avortement au cours du premier trimestre de la grossesse. Mais les Républicains, et en particulier les chrétiens évangéliques, ont passé des décennies à s'organiser stratégiquement, en se concentrant sur la prise de contrôle des gouvernements des États et l'adoption de lois anti-avortement, fournissant des cas à porter devant la Cour suprême. Les conservateurs ont soutenu Donald Trump comme candidat à la présidence parce qu'il avait promis de nommer des juges anti-avortement, et quand il a été

élu, il l'a fait et désigné trois juges qui assurent une majorité conservatrice à la Cour suprême. Lorsque le Mississippi a adopté une loi de restriction de l'avortement, cela a donné à la Cour l'occasion de reconsidérer la constitutionnalité du droit des femmes à l'avortement. Et de porter un coup mortel à l'arrêt Roe.

Un million d'avortements chaque année

Que signifie cette décision pour les femmes ? Environ 25% des femmes aux USA ont eu recours à l'avortement. Les femmes y recourent pour de nombreuses raisons : parce qu'elles n'ont pas les moyens de subvenir aux besoins d'un enfant, parce que la grossesse survient à un mauvais moment dans leur vie familiale ou professionnelle, en raison

d'un problème de santé de la mère ou du fœtus, parce que la grossesse est le résultat d'un viol ou d'un inceste, et bien d'autres encore. Au cours de la dernière décennie, environ un million de femmes ont eu recours à l'avortement chaque année, bien que ce chiffre soit en baisse, en partie à cause des restrictions imposées par les États, mais surtout, croît-on, en raison de l'amélioration de la contraception et de la disponibilité des médicaments abortifs. Désormais, avec la moitié des États interdisant l'avortement, les femmes n'y auront pas accès, et devront donc se rendre dans des États où l'avortement est légal ou prendre des médicaments pour mettre fin à leur grossesse. Et les États où l'avortement est interdit envisagent maintenant de légiférer pour rendre les médicaments abortifs illégaux. Le voyage vers un autre État est coûteux et prend du temps, et les femmes ayant de faibles revenus et moins de ressources trouveront cela difficile, bien que certaines organisations s'efforcent de fournir un soutien pour ces voyages et services. L'interdiction de l'avortement est une victoire pour le trumpisme et va solidifier la base de la droite. Le président Biden a été contraint de défendre le droit à l'avortement, ce qu'il avait évité jusqu'alors. La décision la Cour pourrait redonner de l'énergie à la gauche. L'attaque républicaine contre l'avortement pourrait inciter les jeunes femmes à créer un nouveau mouvement de femmes et à s'impliquer en politique, en votant contre les candidatEs républicains afin de protéger leurs droits. Le premier test de cette hypothèse aura lieu en novembre avec les élections de mi-mandat au Sénat et à la Chambre des représentants.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

REMISE EN CAUSE DU DROIT À L'IVG AUX ÉTATS-UNIS



GRÈCE L'urgence d'une mobilisation reconductible et unitaire

Même si cette année les manifestations du 1^{er} Mai ont vu défiler pas mal de monde, le cadre général reste le même, celui de la division. Il y a pourtant urgence à une mobilisation massive et unitaire contre le gouvernement.

À Athènes, trois rassemblements différents ont eu lieu : celui du KKE (PC grec) et de sa fraction syndicale PAME (quelques milliers, et le secrétaire du KKE rappelant que seul le KKE défend les travailleurEs), celui de GSEE-ADEDY (confédération unique du privé et Fédération nationale du public, avec peu de monde), et celui des syndicats de base et de la gauche anticapitaliste, (plusieurs milliers également, avec des slogans pour « la paix » et contre l'Otan)... Aucune perspective unitaire à l'ordre du jour malheureusement, alors que la colère populaire, perceptible même dans les sondages qui affolent la droite, gronde contre la politique de Mitsotakis et de ses ministres d'extrême droite, dont celui de la Santé (fils d'un idéologue nazi en Grèce) qui vient de présenter un plan de privatisation de l'hôpital, qui se traduirait bien sûr par la suppression des soins gratuits...

Ultra-libéralisme, entre Pinochet et Orban

La volonté de tout privatiser est désormais claire aux yeux d'une

grande partie de la population, avec comme exemple le coût de l'électricité : prétextant les effets de la guerre en Ukraine, le gouvernement a laissé filer les coûts pour les usagerEs, avec des factures astronomiques, se traduisant par 5 000 coupures par semaine pour les familles. Or, c'est depuis la fin de l'été que sont dénoncées ces hausses importantes, et ce qui est en cause, c'est le sale jeu des cartels contrôlant le gaz naturel, ainsi que les rémunérations des dirigeants (360 000 euros annuels + actions pour le directeur de DEI, la principale société).

Après avoir dénoncé la gauche et face aux procès collectifs engagés, Mitsotakis a dû prendre en urgence des mesures (en plus de l'augmentation bien insuffisante du SMIC) pour tenter de calmer la colère, dont des remboursements très partiels depuis décembre... Autres aspects de la ligne économique ultralibérale : cadeaux aux sociétés privées pour installer des centaines de méga-éoliennes

sur les îles malgré l'opposition de la population (et quelques victoires, comme à Andros), projet de privatiser la distribution de l'eau, sans oublier le népotisme de plus en plus visible (placements des enfants de la droite et des copains-coquins...). Et bien sûr, cette politique s'accompagne d'une répression incessante (mobilisations étudiantes à Salonique contre l'installation d'une police universitaire), pressions sur la justice (malgré les mobilisations massives pour un procès équitable, les policiers impliqués dans l'assassinat d'un militant LGBTI ont été relaxés). Et de manière générale, les attaques contre les droits sont de plus en plus fortes : attaques diverses contre les réfugiés, avec repoussement illégal de ceux-ci arrivant en Grèce, avec entre autres une situation terrible sur un îlot du fleuve Evros entre Grèce et Turquie, obstacles à la scolarisation... Ne voulant laisser s'exprimer que la presse paillason soutenant ridiculement le pouvoir,

Mitsotakis se déchaîne contre la presse libre, à tel point que pour la liberté de la presse, la Grèce vient d'être classée dernière des pays de l'UE par Reporters sans frontières, en recul de 38 places...

Combativité et appel à l'unité

Un signe d'espoir pour des mobilisations unitaires a été émis le 1^{er} Mai : lors d'une grande manifestation de soutien aux travailleurEs du port du Pirée contre leur employeur chinois Cosco, un ouvrier victime d'un des nombreux accidents du travail sur les quais a lancé un appel depuis sa chambre d'hôpital (« Camarades, soyons unis contre les accidents du travail ») et insisté : « Sans toi, la machine ne tourne pas », repris en slogan sur le port accompagné de « Ouvrier, tu n'as pas besoin de patron ! » Une combativité et un appel à l'unité qui ne demandent qu'à être développés... en passant par-dessus les bureaucraties diverses et les réflexes sectaires.

À Athènes, A. Sartzekis

ÉTHIOPIE Tensions fortes et paix fragile

Le gouvernement éthiopien propose une conciliation nationale après plus de 18 mois d'une guerre qui a déchiré le pays. Si l'Éthiopie connaît un calme précaire, les questions d'importance restent en suspens, notamment les relations entre Addis-Abeba et le Tigré, le statut des terres revendiquées par plusieurs communautés, l'apparition d'un nouveau front armé dans la région d'Oromia, le tout sur fond de crise économique sociale et sanitaire aiguë.

L'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed en 2018 a été la conséquence d'un régime à bout de souffle marqué par des luttes populaires importantes. Depuis 1994, l'EPRDF (Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front) avait la mainmise sur le pays. Ce front, censé rassembler plusieurs partis issus des différentes ethnies du pays était en fait largement contrôlé par le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) qui ne représente que 6% de la population. Sa politique bureaucratique et autoritaire fut de plus en plus contestée. C'est ainsi qu'en 2005, un soulèvement populaire contre les fraudes électorales aura lieu. Plus tard en 2015, les Oromos se mobiliseront contre les tentatives d'accaparement de leurs terres. Ils seront rejoints par les Amharas contre leur marginalisation. Ces deux communautés représentent respectivement 30 et 25% de la population. Fils d'un père Oromo et d'une mère Amhara, Abiy a soulevé beaucoup d'espoirs par ses mesures prises dès son arrivée au pouvoir : libération des prisonniers politiques, élargissement du champ démocratique et paix avec l'Érythrée, ce qui lui a valu un prix Nobel, mais rapidement la situation s'est dégradée.

La guerre au Tigré

Abiy a entrepris de délaissier l'EPRDF pour construire une nouvelle organisation, le « Parti de la Prospérité » plus centraliste, et surtout il a éradiqué le pouvoir de l'élite tigréenne.



Abiy Ahmed, président éthiopien. WIKIMEDIA COMMONS

La guerre va éclater entre Addis-Abeba et le Tigré sur des questions électorales. Elle sera ponctuée d'offensives et de contre-offensives avec des prises de villes et de territoires qui s'accompagneront de crimes contre l'humanité des deux côtés. Les organisations de défense des droits humains font état d'exécutions sommaires liées à l'appartenance ethnique des victimes. Le viol est utilisé comme arme de guerre. Un conflit où nombre de civils des deux camps se sont enrôlés, traduisant un soutien réel d'une grande partie de la population aux discours et actes bellicistes de leurs dirigeants.

Si aujourd'hui les armes se sont tues, le blocus d'Addis-Abeba à l'encontre du Tigré menace les populations de famine. Pour éviter un isolement international et des mesures de rétorsion, Abiy s'est résolu à autoriser la

circulation de convois humanitaires mais en quantités bien trop limitées par rapport aux besoins. Addis-Abeba se sert de ce blocus comme d'une arme dans les négociations qui s'ouvrent.

Des problèmes complexes

Depuis la cessation du conflit, de nouveaux problèmes apparaissent comme l'idée d'une sécession du Tigré ou des questions de légitimité sur des territoires récemment conquis par une communauté. C'est le cas de la région du Wolkait, gagnée par les Amharas dont les dirigeants procèdent à un véritable nettoyage ethnique, expulsant plus de 700 000 Tigréens. Leur justification est que ces terres appartenaient aux Amharas et qu'ils en ont été dépossédés quand l'EPRDF est arrivé au pouvoir. Chacun met en avant une part de vérité pour

occuper ces terres convoitées. La solution serait certainement une gestion mixte des territoires par les deux communautés. Ce qui impliquerait l'apaisement d'une haine partagée.

Autre source d'inquiétude, une partie des Oromos organisés dans l'Armée de libération de l'Oromo (OLA) qui a participé à la guerre aux côtés du TPLF, exigent plus d'autonomie pour leur région. La question qui est posée est le maintien ou non de la traduction politique reflétant la diversité ethnique. Depuis 1994 c'était la règle. La réalité est que le caractère fédéral du régime était seulement sur le papier au profit d'une gestion centralisée. Cependant, il existe une volonté d'avoir une vraie gestion fédérale basée sur les différentes communautés du pays. Si la question, pour certains, de l'importance de l'appartenance à une ethnie doit être prise en compte et respectée, cela ne doit pas impliquer automatiquement une référence politique particulière. Derrière ces questions bien réelles, se cache un autre agenda pour les différentes élites du pays. Celui de l'accession au pouvoir, synonyme d'accession aux ressources financières et foncières. Les discours démagogiques et de haine sont utilisés dans cette compétition. Les dizaines de milliers de morts, les trois millions de déplacés et les 22 millions en situation de crise alimentaire sont la tragique preuve que ces dirigeants sont indignes de représenter les populations pour diriger le pays.

Paul Martial

IRLANDE DU NORD Victoire du Sinn Féin aux élections

Lors des élections à l'Assemblée d'Irlande du Nord du 5 mai, le Sinn Féin est arrivé en tête du scrutin en remportant 27 sièges, contre 25 pour le Parti unioniste démocratique (DUP). En vertu de l'accord de partage du pouvoir du Vendredi Saint de 1998, ce résultat donne au Sinn Féin le poste de Premier ministre (First Minister) et au DUP celui de vice-Premier ministre (Deputy First Minister).

Le lundi 9 mai, le DUP a toutefois annoncé qu'il ne nommerait aucun ministre, bloquant ainsi la formation d'une nouvelle administration. Le DUP exige une renégociation du protocole du Brexit, qui place de fait une barrière douanière entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni.

Crise de l'unionisme

La victoire du Sinn Féin revêt une importance historique car c'est la première fois qu'un parti politique nationaliste arrive en tête du scrutin depuis la création de l'Irlande du Nord, il y a un siècle, sur la base de sa majorité unioniste et protestante. Bien qu'il n'y ait aucune différence juridique entre les pouvoirs du Premier ministre et ceux du vice-Premier ministre, le symbolisme de l'inversion des rôles est significatif et constitue un choc pour le camp unioniste. L'establishment politique unioniste est en crise profonde et ce résultat marque une nouvelle étape dans la crise. Le soutien enthousiaste du DUP au Brexit lui a fait perdre le soutien de deux secteurs de sa base traditionnelle. D'abord les partisans de la ligne dure qui lui reprochent le protocole du Brexit qui le sépare du reste du Royaume-Uni en le maintenant dans le marché commun de l'UE. Le DUP a perdu ces électeurs au profit du parti dissident Traditional Unionist Voice (TUV) – bien qu'il ait regagné un certain soutien vers la fin, lorsque l'attention s'est concentrée sur la question de savoir qui serait Premier ministre.

L'aile modérée, qui ne voulait pas quitter l'UE, a voté pour l'Alliance, un parti intercommunautaire et pro-UE. La croissance du soutien à ce parti a également été significative, passant de 8 à 17 sièges, soit 13,5%. Cette évolution présente deux aspects. Un nombre croissant d'électeurs, tant catholiques que protestants, plus jeunes, des couches sociales moyennes, rejettent la division entre deux camps et se tournent vers un parti considéré comme progressiste sur les questions sociales. Mais le non-sectarisme d'Alliance est une sorte de « peste sur vos deux maisons », sans reconnaissance du caractère sectaire historique de l'État du Nord.

Vers une Irlande réunifiée ?

Les Verts ont perdu leurs deux sièges. La gauche radicale, People Before Profit, qui rejette la classification de nationaliste ou unioniste pour se dire socialiste, a quant à elle gardé son unique siège à Belfast.

La campagne du Sinn Féin s'est concentrée sur le coût de la vie plutôt que de souligner son engagement envers l'objectif d'une Irlande unie. Il n'a pas progressé de manière significative en nombre de voix, gardant le même nombre de sièges que lors de l'élection précédente, tandis que le DUP a perdu trois sièges. Le parti nationaliste plus modéré, le SDLP, a perdu des sièges – certains électeurs se sont tournés vers le Sinn Féin pour augmenter les chances d'avoir un First Minister nationaliste, tandis que d'autres se sont tournés vers l'Alliance.

Le résultat constitue un moment historique, avec le Sinn Féin en position d'être First Minister de l'État artificiel créé pour garder le plus possible des protestants au sein du Royaume-Uni. Même si Sinn Féin pourrait également devenir, en République d'Irlande, un parti de gouvernement, cela ne veut pas dire que l'Irlande réunifiée est en perspective à court terme. Mais elle est à l'horizon. Penny Duggan

UKRAINE/RUSSIE Les terribles conséquences économiques de la guerre

Commençons par les réfugiés et les personnes déplacées en Ukraine. Ensemble, ces deux groupes représentent déjà 29% de la population totale du pays. Pour mettre cela en perspective, essayez d'imaginer 97 millions d'Américains se retrouvant dans une telle situation dans les deux prochains mois.

12,8 millions de réfugiés et déplacés

Fin avril, 5,4 millions d'Ukrainiens et Ukrainiennes avaient fui le pays pour la Pologne et d'autres pays voisins. Même si beaucoup d'entre eux – les estimations varient entre plusieurs centaines de milliers et un million – ont commencé à rentrer, il n'est pas certain qu'ils puissent rester (c'est pourquoi les chiffres de l'ONU les excluent de son estimation du nombre total de réfugiés). Si la guerre s'aggrave et dure effectivement des années, un exode continu de réfugiés pourrait aboutir à un total inimaginable aujourd'hui. Cela mettra encore plus à l'épreuve les pays qui les accueillent, notamment la Pologne, qui a déjà admis près de 3 millions d'Ukrainiens. Une évaluation estime à 30 milliards de dollars ce qu'il en coûte pour leur fournir les besoins de base. Et

Certains s'attendent à ce que cette guerre dure des années, voire des décennies, mais cette estimation semble bien trop sombre. Ce que nous savons, en revanche, c'est que, même après deux mois, les pertes économiques de l'Ukraine et l'aide extérieure dont ce pays aura besoin pour retrouver un semblant de normalité sont considérables.

ce, pour une seule année. De plus, lorsque cette projection a été faite, il y avait un million de réfugiés de moins qu'aujourd'hui. Ajoutez à cela les 7,7 millions d'Ukrainiens qui ont quitté leur foyer mais pas le pays lui-même. Le coût de la reconstruction de toutes ces vies sera énorme.

Lorsque la guerre sera terminée et que ces 12,8 millions d'Ukrainiens déracinés commenceront à essayer de reconstruire leur vie, beaucoup découvriront que leurs immeubles et leurs maisons sont détruits ou ne sont pas habitables. Les hôpitaux et les cliniques dont ils dépendaient, les lieux où ils travaillaient, les écoles de leurs enfants, les magasins et les centres commerciaux de Kiev et d'ailleurs, où ils achetaient des produits de première nécessité, auront aussi peut-être été rasés ou gravement endommagés. L'économie ukrainienne devrait se contracter de 45% rien que cette année, ce qui n'est guère surprenant si l'on considère que la moitié de ses entreprises ne

fonctionnent pas et que, selon la Banque mondiale, les exportations par mer depuis sa côte méridionale, aujourd'hui assiégée, ont effectivement cessé. Le retour aux niveaux de production d'avant-guerre prendra au moins plusieurs années.

600 milliards de dollars pour la reconstruction ?

Environ un tiers des infrastructures ukrainiennes (ponts, routes, lignes ferroviaires, réseaux d'eau, etc.) ont déjà été endommagées ou démolies. Leur réparation ou leur reconstruction nécessitera entre 60 et 119 milliards de dollars. Le ministre ukrainien des Finances estime que si l'on ajoute les pertes de production, d'exportations et de revenus, le total des dommages causés par la guerre dépasse déjà 500 milliards de dollars. Cela représente près de quatre fois la valeur du produit intérieur brut de l'Ukraine en 2020.

Et ayez à l'esprit que ces chiffres sont au mieux des approximations. Les coûts réels seront sans aucun doute plus élevés et d'énormes sommes

d'aide des organisations financières internationales et des pays occidentaux seront nécessaires dans les années à venir. Lors d'une réunion convoquée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, le Premier ministre ukrainien a estimé que la reconstruction de son pays nécessiterait 600 milliards de dollars et qu'il a besoin de 5 milliards de dollars par mois pendant les cinq prochains mois rien que pour étayer son budget. Les deux organisations sont déjà passées à l'action. Début mars, le FMI a approuvé un prêt d'urgence de 1,4 milliard de dollars pour l'Ukraine et la Banque mondiale, 723 millions de dollars supplémentaires. Et ce n'est certainement que le début d'un flux de fonds à long terme vers l'Ukraine de la part de ces deux prêteurs, tandis que les gouvernements occidentaux et l'Union européenne fourniront sans aucun doute leurs propres prêts et subventions.

Rajan Menon

Article publié sur le site Tom Dispatch, traduction rédaction À l'Encontre.



UNITÉ À GAUCHE, UNITÉ POPULAIRE, UNITÉ NATIONALE... VUES D'EN BAS

QUELQUES LEÇONS DE LA PÉRIODE DU FRONT POPULAIRE À LA LIBÉRATION

La Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES) répond à une aspiration à l'unité à laquelle la LFI a donné une certaine forme de réponse. Elle se revendique de la longue histoire de la convergence des gauches, porteuse de l'espérance du toutEs ensemble contre les mauvais coups... et aussi de désillusions.

Cet accord électoral se veut différent de la gauche plurielle, qui a regroupé le PS, le PCF, les Verts, le Mouvement citoyen et les radicaux de gauche autour du gouvernement Jospin de 1997 à 2002¹. Il n'a pas l'ambition du programme commun de gouvernement, signé en 1972 après de longues négociations par le PS, le PCF et les Radicaux de gauche. Programme commun qui ne trouvera jamais application intégrale, Mitterrand n'en reprenant que certains points dans son programme de 1981. D'autres analogies sont convoquées : le Front populaire ou le Conseil national de la Résistance. Mais la NUPES n'est ni portée par le mouvement populaire qui a permis la victoire électorale du Front populaire, ni par une union nationale dans un contexte de guerre comme l'était le Conseil national de la Résistance.

Avoir en tête les précédentes formes d'unité politique permet de mesurer la part d'inédit dans la NUPES et les enjeux de la situation créée. Il nous a paru intéressant de donner quelques points de repère sur l'une des questions posées, celle des liens entre l'unité à la base et ces accords politiques, des conditions capables de créer des dynamiques de mobilisation pour des millions de dominés.

Dossier réalisé par Patrick Le Moal

DES DIFFÉRENCES AVEC LA SITUATION ACTUELLE

Dans la période 1900-1930, la France opère un décollage économique brutal, avec une progression de la production industrielle la plus élevée de tous les pays industrialisés (la production automobile est multipliée par cinq, sidérurgique par trois...), un gonflement rapide de la classe ouvrière industrielle (de 3,4 millions en 1906 à 6,2 en 1934), particulièrement dans les grosses usines : plus de 40% des nouveaux et nouvelles salariéEs sont recrutés dans des établissements de plus de 500 personnes. La paysannerie, encore un tiers de la population active, a entamé son déclin rapide, la France devient majoritairement urbaine. Au début des années 1930, la SFIO, le PS de l'époque, a plus de 120 000 militantEs, recueille plus de 20% des voix en 1932. Elle a refusé de participer aux gouvernements des gauches, qu'elle a soutenus depuis la Première Guerre mondiale, dirigés par les radicaux, parti bourgeois républicain soutenu par la petite bourgeoisie encore massive à cette époque, avec plus d'audience mais moins de militantEs. Le PCF, qui sort de sa période ultra gauche, a moins de 30 000 militantEs (il en avait 135 000 en 1920) et recueille autour de 10% aux élections, avec de meilleurs résultats dans les communes ouvrières, car il est en progression dans la jeune classe ouvrière des villes. À une époque où il est habituel que les syndicats soient dirigés par les partis, le PCF dirige la CGTU, plus de 200 000 membres, et la SFIO la CGT, deux fois plus importante.

LA RÉACTION POPULAIRE ET UNITAIRE CONTRE LE DANGER FASCISTE

L'élection du Front populaire en 1936 est la traduction sur le plan électoral d'une mobilisation unitaire de deux années, après la division entre socialistes et communistes, CGT et CGTU, à partir de 1921. Au début des années 1930, le fascisme est installé en Italie, Hitler accède au pouvoir, des dictatures militaires sont en place au Portugal, en Bulgarie. En Espagne, c'est la répression des années noires. En France,



Manifestation fasciste à Paris (février 1934). WIKIMEDIA COMMONS

l'extrême droite est forte de centaines de milliers de militants dont une partie est militarisée. Deux organisations dominent parmi les ligues nationalistes et groupuscules fascistes : l'Action française, forte de 50 000 à 70 000 militants, et les Croix de Feu – autour de 100 000 en 1934². Elles n'ont pas de présence électorale mais organisent des parades, voire des manifestations violentes³. L'objectif de celle du 6 février 1934 est de s'emparer de l'Assemblée nationale pour contraindre à la démission le gouvernement du radical Daladier. La nuit d'émeute, la plus violente depuis la Commune, fait 14 morts, pour la gauche c'est une tentative de coup d'État fasciste. La première réaction vient de la CGTU et du PCF, de violents combats avec la police font 6 morts. La CGT, rejointe par la CGTU, appelle à la grève générale pour le 12 février et à une grande manifestation, à laquelle le PS et le PC se rallient. Quatre millions de grévistes, 100 000 manifestantEs à Paris, dans l'enthousiasme les cortèges fusionnent aux cris d'unité, unité ! À partir de ce jour les comités antifascistes se créent.

Staline, qui cherche des alliés face à Hitler⁴, fait à ce moment un tournant vers les bourgeoisies démocratiques, qui conduit le PC à signer un programme d'action commun avec le PS qui prévoit meetings et manifestations communs. Le PC lance en outre l'idée d'un « Front populaire pour le pain, la paix et la liberté » avec

un appel plus à droite vers « les groupements radicaux hostiles à la réaction », et défend la création de comités dans les moindres entreprises et villages.

LA CRÉATION DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE

L'unité se réalise dans un comité pour organiser la manifestation populaire du 14 juillet 1935. Il regroupe une centaine d'organisations, politiques, syndicales, associatives, on y trouve aussi bien le Comité national du centenaire de Victor Hugo, l'Union naturiste de France, l'Étoile nord-africaine... que les Jeunesses socialistes chrétiennes, la LDH, des associations laïques ou diverses franc-maçonneries. La manifestation est énorme, peut-être 500 000 manifestantEs, qui prêtent le serment solennel « de rester unis pour défendre les libertés démocratiques conquises par le peuple de France, pour donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et au monde la grande paix humaine ».

Un secrétariat composé de 10 organisations (PCF, SFIO, Intergroupe socialiste, Parti radical, CGT, CGTU, LDH, Mouvement Amsterdam Pleyel, Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, et Action combattante) élabore le programme du Rassemblement populaire, avec un accord électoral de désistement au second tour. Ce programme pour « le pain, la paix, la liberté » diffère peu de celui du Parti radical. Contre la crise, il exprime le refus de

la guerre et la volonté de barrer la route au fascisme français, avec peu de mesures concrètes : la nationalisation des usines d'armement, la création d'un office national des céréales... rien sur les 40 heures, la défense de l'école laïque, les nationalisations prévues dans le pacte PS-PC. Lors de la négociation, le PC, tout à sa volonté d'attirer les classes moyennes, a soutenu les exigences des radicaux. Les participantEs aux mobilisations sont beaucoup plus à gauche que ce programme. L'unité s'est d'abord construite dans les manifestations de masse, l'accord électoral n'est venu qu'après.

COMMENT S'ORGANISENT LES TRAVAILLEUR-E-S

La réunification syndicale CGT-CGTU est parachevée en mars 1936, intégrant des organisations restées autonomes, après avoir été précédée d'unifications locales ou sectorielles. Fusionnée, la CGT regroupe 800 000 adhérentEs, elle est rejointe par 250 000 travailleurEs dans les mois qui suivent.

Des comités unitaires existent dans de nombreux endroits. Mais, malgré les déclarations du PC sur la mise en place de comités du Front populaire, il n'y a pas systématiquement de comités de base, avec une vie régulière, débattant à tous les niveaux, désignant des représentants, ce que proposait Trotsky⁵ : « Le Front populaire, sous sa forme actuelle, n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classes entre les exploités politiques du prolétariat réformistes et stalinien et la petite bourgeoisie radicale. De véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois radicaux du Front populaire et feraient ainsi sauter la criminelle politique dictée par Moscou. »

Après la grève générale, la CGT passe à quatre millions d'adhérentEs, près d'unE salariéE sur trois, le PCF et la SFIO atteignent 300 000 militantEs (multiplié par 10 pour le premier, par deux pour le second). Les manifestations de rue sont la forme privilégiée du mouvement de masse, et durent jusqu'en 1938. À Paris, il y en a une par semaine entre juin 1936 et novembre 1938, pour moitié syndicales. Les manifestations commémoratives sont



Le Populaire du 4 mai 1936. WIKIMEDIA COMMONS



CHARMAG

parfois considérables : en 1936, selon les organisateurs, 600 000 au Mur des fédérés en mai, un million au 14 juillet, et un million lors des obsèques des victimes de Clichy tués par la police le 16 mars 1937 lors d'une manifestation contre un meeting du Parti social français (ex-Croix de feu).

LA VICTOIRE ÉLECTORALE...

Ce processus unitaire a modifié en profondeur l'atmosphère politique du pays, car le Front populaire, au-delà du programme, est une immense espérance. Des grèves éclatent à partir de 1935, parfois longues, il y a des émeutes à Brest, Toulon et Marseille. Les élections se préparent dans une grande tension politique. Le PS a un discours assez gauche, parlant de nationalisations, alors que le PC travaille à une «*réconciliation du peuple de France*». La victoire électorale n'est pas un raz-de-marée (la gauche ne gagne que 300 000 voix par rapport aux élections de 1932), mais une nette victoire en sièges due au désistement. Au sein de la gauche, c'est un bouleversement majeur. Les radicaux qui étaient au centre de la vie politique perdent un quart de leurs électeurs, les socialistes sont en tête en maintenant leurs voix (1,9 million) et les communistes doublent les leurs (1,4 million). Les partis ouvriers obtiennent pour la première fois la majorité des votes salariés.

... ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Alors que le gouvernement Blum prépare son installation, les travailleurs, encouragés par l'unité qu'ils ont imposée et leur succès électoral, demandent des comptes. Un mélange de soutien, de crainte de déception, parce qu'on pense qu'ils auront du mal, là-haut, à réaliser les promesses. En mai et juin 1936 déferle une vague de grèves dans la quasi totalité des secteurs, agricole, industriel et commercial du privé, parfois très longues, avec 3,5 millions de grévistes. Presque partout les usines sont occupées, faisant craindre une remise en cause de la propriété capitaliste, sous la responsabilité de comités de grève qui organisent la sécurité, le ravitaillement, l'entretien. Les accords «*Matignon*» du 8 juin vont bien au-delà du programme électoral en instaurant les 40 heures, deux semaines de congés payés et l'élection de délégués du personnel. Mais les grèves continuent, il faut

l'intervention du PC pour terminer le mouvement car, pour lui : «*Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement*».

APRÈS LA FIN DE LA GRÈVE GÉNÉRALE, LA SITUATION SE DÉGRADE

Dans la foulée de la grève générale, d'autres mesures sont prises, comme la scolarité obligatoire à 14 ans ou la nationalisation des chemins de fer, mais les capitulations gouvernementales s'accumulent, absence de soutien à l'Espagne républicaine ou aux colonies, de résistance à la contre-attaque patronale et institutionnelle. Les gouvernements se succèdent, de plus en plus dominés par les radicaux, qui finissent par diriger avec la droite. Les grèves de 1938 échouent. À la signature du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, le PCF est dissous, comme 620 syndicats et 675 associations où siégeaient des communistes, 2778 élus sont déchus de leur mandat, 3400 arrestations effectuées et 3000 sanctions prises contre des fonctionnaires.

LES DÉBUTS DE LA RÉSISTANCE

Le déclenchement de la guerre met un éteignoir sur l'activité politique et sociale, alors que l'Assemblée élue en 1936 vote les pleins pouvoirs⁶ à Pétain : en mai 1941, Vichy se vante d'avoir emprisonné 30 000 communistes. Il y a malgré tout des grèves, comme celle des mineurs en juin 1941. L'implication militante dans la résistance condamne l'affairisme, la trahison des classes dirigeantes et identifie la grande

bourgeoisie avec le régime de Vichy et les arrangements avec les nazis. La grande majorité des résistantEs est animée d'un anticapitalisme vague, veut briser le pouvoir de l'argent, des trusts, de l'oligarchie économique, changer le système politique pour changer la vie. L'entrée officielle du PCF dans la Résistance en 1942, après l'invasion de l'URSS, permet de renouer les liens, tout comme le refus du Service du travail obligatoire (STO). La CGT se réunifie en avril 1943.

L'UNITÉ NATIONALE DANS LE CNR

De Gaulle cherchait depuis le début à créer une structure étatique officielle pour la Libération, il y en aura plusieurs avant la création du Conseil national de la Résistance en 1943, qui adopte son programme en mars 1944. Autour des représentants de De Gaulle, il regroupe huit mouvements de résistance, la CGT, la CFTC, le PCF, la SFIO, les radicaux, les démocrates chrétiens, un parti de droite modéré et laïc, un autre chrétien très conservateur. Il prévoit l'organisation de la Résistance, la nomination du gouvernement autour de De Gaulle, les libertés démocratiques, une planification économique, la sécurité sociale. Il demande la formation partout de comités de villes et de villages, d'entreprises, coordonne ceux qui existent sous la direction des comités départementaux de la libération (CDL). Il définit les tâches de ces comités, contre l'armée occupante et les collaborateurs, notamment par

l'organisation de milices patriotiques, mais aussi le combat pour la vie et la santé, «*par des pétitions, des manifestations et des grèves, afin d'obtenir l'augmentation des salaires et traitements*».

LA DYNAMIQUE DE L'INSURRECTION À LA LIBÉRATION

L'unité nationale a pour objectif d'éviter la révolution à la fin de la guerre, car à ce moment tout le monde a en mémoire la vague révolutionnaire entre 1917 et 1923. La dynamique unitaire à la base va vite dépasser le cadre fixé. L'essor des mouvements de résistance a pour effet une décomposition de l'État français vichyste. Au fur et à mesure que l'insurrection approche, on assiste à un véritable exode, de miliciens, de collaborateurs, de hauts fonctionnaires, profiteurs divers et patrons. Les démissions de maires se multiplient, une paralysie municipale s'installe. Les résistantEs investissent temporairement certaines localités. Dans certaines zones du sud, dans le Finistère, l'armée et l'État ne contrôlent plus tout le territoire. Dans le centre un double pouvoir s'installe dès le débarquement allié. Pour la résistance gaulliste, il faut attendre l'arrivée des anglo-américains, rester sous les ordres des militaires. La résistance communiste n'est pas encore limitée par les accords de Yalta de février 1945, à la base s'organise une

activité de guérilla. De Gaulle refuse cette guerre «*populaire*» et s'empresse de désigner des préfets pour asseoir les institutions bourgeoises.

UNE ÉBAUCHE DE POUVOIR POPULAIRE PAR EN BAS

Par centaines de milliers, celles et ceux d'en bas veulent l'épuration, se débarrasser de tous ces exploiters et collaborateurs, ils et elles sont organisés, mobilisés, et souvent armés. Ici un comité départemental prend la totalité des pouvoirs et demande de faire de la Libération l'acte un de la révolution populaire, là des entreprises sont réquisitionnées, ailleurs les conseils départementaux refusent d'être remplacés par la nouvelle administration préfectorale. Des rencontres régionales de CDL refusent de se laisser déposséder de leur pouvoir de décision ou de contrôle. En fait la direction du PCF a perdu le contrôle de bon nombre des comités de Libération⁷. Elle va regagner du terrain dans le congrès national de ces CDL en décembre 1944 en faisant accepter les élections municipales qui vont les faire disparaître. Du côté syndical, la CGT va atteindre en 1947 6,5 millions de salariéEs, 40% du salariat de l'époque, le PCF va revendiquer 800 000 membres !

«UNE SEULE ARMÉE, UNE SEULE POLICE, UNE SEULE ADMINISTRATION»

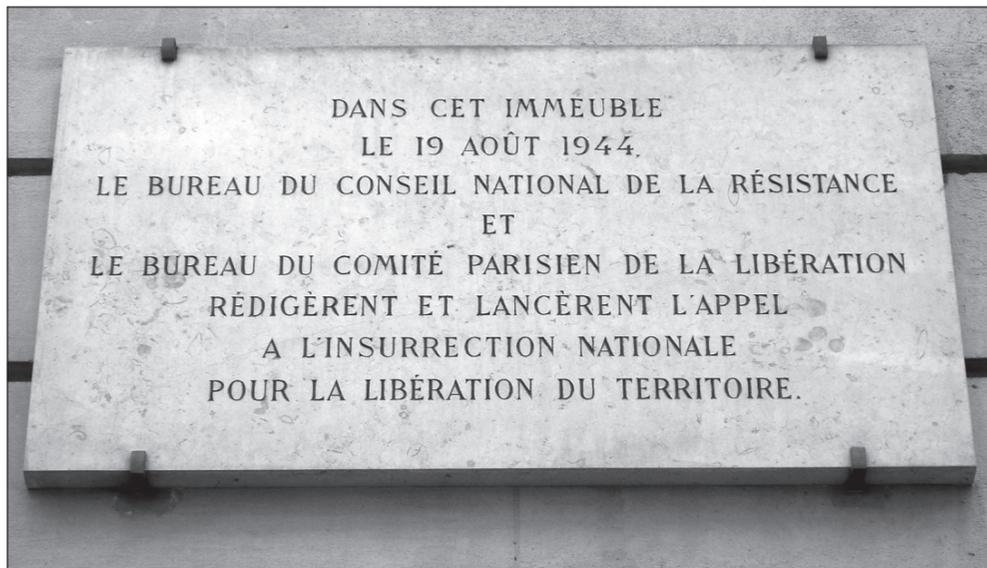
C'est le mot d'ordre lancé par le PCF dès janvier 1945, qui veut dissoudre le début de double pouvoir en intégrant les organes de mobilisation populaire dans l'État bourgeois qui se remet en place. Son poids sera déterminant, tant pour la disparition des comités de Libération que pour le désarmement et la dissolution des milices patriotiques. Il jouera un rôle tout aussi essentiel en désapprouvant les grèves et les revendications «*déraisonnables*» d'augmentation de salaires. Dans les élections qui se succèdent, le PCF devient le premier parti, devant la SFIO et le MRP (parti démocrate chrétien). Fort de ses 26% aux élections d'octobre 1945, il met la priorité absolue au relèvement économique et à la restauration des

structures étatiques traditionnelles au détriment de celles issues de la Résistance. La dynamique créée par la mobilisation populaire et la force du PCF sont telles que ce programme sera effectivement mis en œuvre.

CONCLUSION

Des avancées sociales majeures pour les exploités et les opprimés ont été acquises au cours de ces années. C'est la mise en mouvement unifiée de millions de dominés pour leur dignité, leurs droits, leur liberté, leurs revendications, pour leur émancipation, qui a été déterminante pour modifier les rapports de forces. Cette unification du camp d'en bas s'est produite lorsque les partis, les syndicats, les associations, toutes les organisations qui jouent un rôle dans la structuration, qui fixent les repères politiques et sociaux de cette classe, se sont unies, créant alors les conditions pour une dynamique d'affrontement de classe. L'unité est incontournable, mais ne suffit pas, car la satisfaction des revendications pour une autre répartition des richesses, pour les libertés, pour une véritable transition écologique sociale, impose un affrontement contre le capital, qu'il soit néolibéral ou pas, qu'il faut préparer. Dans un affrontement de ce niveau, les enjeux qui se posent sont d'une autre ampleur, la perspective d'un projet de société alternatif devient pour des millions de dominés autre chose qu'un discours : une perspective palpable, atteignable.

1 – Mélenchon sera ministre délégué à l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002 dans le deuxième gouvernement Jospin.
2 – Ils gonfleront jusqu'à 400 000 au cours de l'année 1935.
3 – Une dizaine en janvier 1934, faisant 175 blessés parmi les policiers et conduisant à 1038 arrestations.
4 – C'est à ce moment que l'URSS entre à la Société des nations, ancêtre de l'ONU.
5 – Léon Trotsky, «*Où va la France? Front populaire et comités d'action*», novembre 1935.
6 – Les élus PCF ne sont plus là, et seuls 39 députés SFIO dont Blum, 27 Radicaux et 14 divers votent contre.
7 – Grégoire Madjarian, *Conflits, pouvoirs et société à la Libération* (1980), page 136.



WIKIMEDIA COMMONS

SAINT-DENIS

Pour l'annulation des mutations forcées de l'école Pasteur!

Lundi 9 mai se tenait au tribunal administratif de Montreuil l'audience de la requête en référé-liberté déposée par les enseignantEs, les parents d'élèves et les syndicats (Solidaires, FSU, CGT) demandant l'annulation des mutations d'office des six enseignantEs de l'école Pasteur de Saint-Denis¹.

Ces mutations étaient devenues effectives le 22 avril, malgré une mobilisation exemplaire depuis un mois de toute l'équipe enseignante, des parents d'élèves, de tout le quartier, le soutien de plusieurs éluEs locaux et députéEs. Et malgré une tribune publiée sur Mediapart et signée par de nombreuses personnalités : « L'Éducation nationale soutient l'extrême droite à l'école : faisons front contre la répression des équipes enseignantes du 93! »

«Une décision purement autoritaire du rectorat»

Pour rappel, cette décision, qui n'est pas officiellement une sanction mais en constitue une de fait, fait suite à la publication d'un article calomnieux sur l'école Pasteur, paru dans un journal d'extrême droite et intitulé « Gauchisme à l'école, le niveau monte », à l'instigation d'une directrice d'école parachutée.

Un communiqué intersyndical appelait à une conférence de presse avant l'audience du lundi 9 mai et soulignait l'enjeu de cette lutte : « Nous assistons ainsi au musellement et à la mise au pas de la profession enseignante. Par l'exemple la direction académique et le rectorat ont clairement affiché la volonté d'anéantir un collectif de travail et remettent ouvertement en cause l'indépendance des fonctionnaires d'État garantis par le statut. »

L'Éducation nationale refuse d'entendre la mobilisation des personnelEs défendant leur travail. Et c'est même pire : le 9 mai, elle a fait preuve de son manque total de considération et d'un cynisme indécent en ne fournissant pas à temps le rapport qui a servi de base aux décisions des mutations, arrivé à la fin de l'audience ! De ce fait la réponse du tribunal n'a pas pu être rendue le jour même² ! Au sortir d'une audience plutôt houleuse, Maître Arié Alimi décrivait une représentante de l'Éducation reconnaissant que tout se passait bien dans l'école avant l'arrivée de la directrice parachutée, ainsi qu'après son départ, mais ne revenant pas sur les mutations forcées : « Une décision purement autoritaire du rectorat rendue contre l'intérêt des enfants », ajoutait-il.

Toutes et tous sont repartis écoeurés, la rage au ventre. Notre soutien doit être à la hauteur de l'enjeu !

Correspondante

1 - Lire l'Anticapitaliste n° 611 (14 avril 2022).

2 - À l'heure où nous mettons sous presse, la décision n'était toujours pas connue.

PRISON Dimanche 29 mai : journée nationale contre les violences pénitentiaires

En septembre 2020, la famille d'Idir Mederess apprend le « suicide » de ce dernier, au quartier disciplinaire de la prison de Lyon-Corbas, dans des conditions tout à fait troubles. Si son combat se poursuit devant l'autorité judiciaire pour la vérité et la justice, la mère d'Idir appelle, depuis l'an dernier, à se mobiliser chaque dimanche de mai contre les violences pénitentiaires. En réponse à cet appel, le 29 mai, se tiendront, dans plusieurs villes de France, rassemblements et manifestations

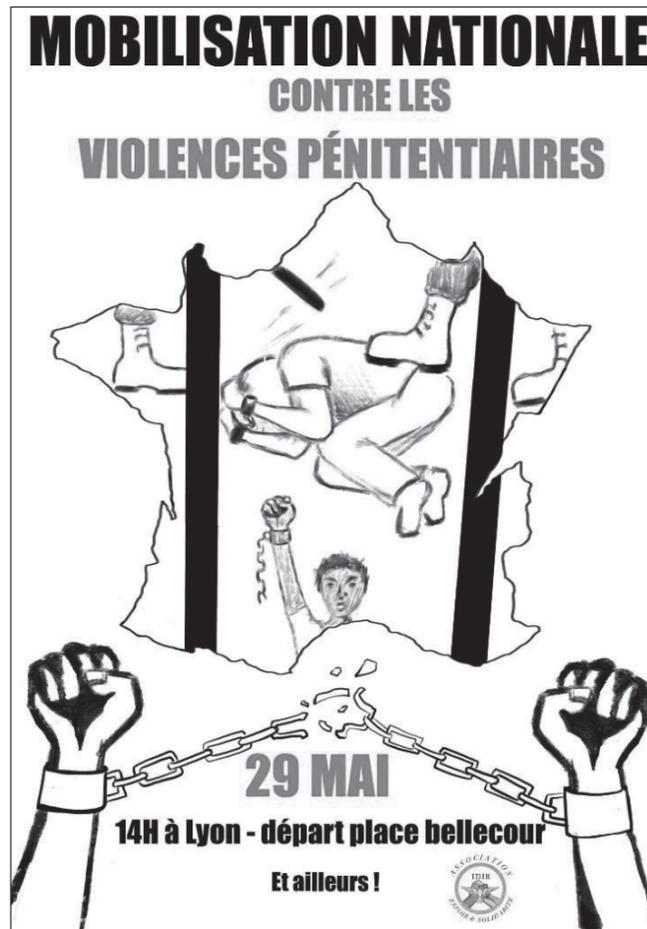
Loin de représenter un simple fait divers, la mort suspecte d'Idir est un cruel exemple de l'opacité qui entoure les violences systématiques en milieu carcéral. À l'instar de la lutte contre les violences policières, celle contre les violences pénitentiaires et la question de l'anticarcéralisme concentrent des enjeux politiques centraux. Lutter contre le capitalisme implique de lutter contre la prison et son fonctionnement.

La prison : une épée de Damoclès au-dessus des classes populaires

La prison est, à la fois, une menace à l'endroit de celles et ceux qui voudraient subvertir l'ordre capitaliste et un moyen direct d'annihilation sociale de ceux qui, par leur simple existence ou pour survivre, troublent cet ordre. Pour reprendre les termes de Jean-Marie Delarue : « De manière générale, la loi n'est pas faite pour les pauvres. »¹ D'un bout à l'autre en effet, de l'élaboration des lois pénales au fonctionnement des établissements pénitentiaires, la chaîne pénale exerce autorité et violence d'abord sur les personnes les plus défavorisées². La prison apparaît alors comme clef de voûte du contrôle social – que cela soit par la criminalisation des militantEs ou par celle des comportements symptomatiques de la pauvreté et de la précarité – fondée sur la mise à l'écart et la désocialisation.

Un huis clos amplificateur des oppressions

Par la rareté des établissements pénitentiaires pour femmes ; par l'absence de mise en accessibilité ;



par la sociologie à la fois des détenuEs et des personnels de surveillance ; par la rigidité des normes disciplinaires en son sein, la prison exagère dramatiquement les violences sexistes, validistes, transphobes et racistes. Le système carcéral est ainsi incapable de répondre aux problèmes auxquels la société doit faire face, pire, il les perpétue.

Derrière les barreaux, le profit

La prison n'est pas seulement une institution qui « punit » ou « répare », elle est aussi régie par les logiques capitalistes : derrière l'augmentation du nombre de prisons et du nombre de places, ce sont des intérêts privés qui sont en jeu. De la construction à la gestion des services internes (ménage, cantine...), les géants capitalistes comme Bouygues, Vinci, Elior et bien d'autres se partagent le gâteau. Sans compter que les détenuEs représentent une main-d'œuvre plus que bon marché. Le tout récent « contrat d'emploi pénitentiaire » n'y change rien ; malgré de minces progrès, ils

et elles ne sont toujours pas soumis au droit du travail en vigueur à l'extérieur : le salaire minimum demeure indécent, l'indemnisation des congés maladie non professionnelle demeure absente, les droits collectifs (syndicaux, de grève, de représentation) également... En prison comme ailleurs, le droit du travail doit s'appliquer !

A, anti, anticarcéral!

Ces problématiques doivent amener les révolutionnaires à remettre en question le système carcéral en tant que tel et à penser une alternative à même de véritablement réparer, aider et intégrer. D'autant qu'on le sait, la « réinsertion » tant promise par les promoteurs d'une prison « humaine » est un leurre : selon l'OIP, 63% des personnes condamnées à une peine de prison ferme sont à nouveau condamnées dans les cinq ans³. Dimanche 29 mai, rejoignons les mobilisations contre les violences pénitentiaires et soutenons surtout les mobilisations et les actions des familles des victimes et du réseau d'entraide vérité et justice!

Anna Ralebolle

1 - Jean-Marie Delarue, contrôle général des lieux de privation de liberté de 2008 à 2014.

2 - Ainsi, selon l'OIP, 44% des personnes détenues n'ont aucun diplôme, 10% sont en situation d'illettrisme. En outre, plus de la moitié d'entre elles est sans emploi avant l'incarcération.

3 - Annie Kensey et Abdelmalik Benaouda, « Les risques de récidive des sortants de prison : une nouvelle évaluation », Cahiers d'études pénitentiaires et criminologiques, 2011.

L'Anticapitaliste la revue

Le n°134 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

HÔPITAL Fermetures de lits en cascade à Besançon et dans le Doubs

Dans le Doubs, les fermetures de lits d'hôpitaux se multiplient, dans le cadre d'une dégradation généralisée des services de santé.

L'annonce de la fermeture de 30 lits sur 147 au SSR (soins de suites et de réadaptation) des Tilleroyes a été faite dans la presse fin avril.

Une véritable hécatombe

Le centre des Tilleroyes est un établissement public qui accueille des patientEs âgés nécessitant des soins divers pour leur permettre de recouvrer une certaine autonomie pour certainEs et d'autres en attente d'une orientation en EHPAD. La raison avancée pour ces suppressions serait la pénurie de médecins gériatres.

Elles font suite aux 28 lits fermés au SSR du CHU de Besançon en septembre 2020. Sous le dernier quinquennat Macron 17 900 lits d'hôpitaux ont été fermés dans le pays, dont 5 700 en 2020, en pleine vague de Covid.

Notons qu'à la clinique Saint-Vincent de Besançon, depuis la période Covid, un service de 30 lits de SSR n'a toujours pas rouvert ! Déjà qu'il est particulièrement difficile de trouver un lit disponible au CHU quelle que soit la pathologie des patientEs, trouver une place en SSR sur Besançon c'est quasi mission impossible.



Le chemin de croix des patientEs ne s'arrête malheureusement pas là. Il y a un risque sérieux de nombreuses heures d'attente pour quiconque se présente aux urgences du CHU, alors que ce service est déjà en sous-effectif. Et le 4 mai, le chef de pôle des urgences a

annoncé la fermeture de la troisième équipe du SMUR ! Au CHU on dénombre près de 12% d'absentéisme depuis plusieurs mois parmi le personnel paramédical. Une situation inédite ! En un an le CHU a perdu 310 agentEs entre le 1^{er} janvier 2021 et le 1^{er} janvier 2022. Comme si cela ne suffisait pas, la fermeture d'une unité de 42 lits dans un EHPAD du département du Doubs (du Larmont) est programmée. Mais ce n'est pas tout ! Le service de médecine interne du CHU fermera 14 lits le 16 mai. 20 lits ferment à l'hôpital général de Pontarlier, 10 lits ferment à l'hôpital local de Mouthe, 33 lits ferment à la clinique Saint-Pierre de Pontarlier.

Il ne fait pas bon être vieille ou vieux et/ou malades par les temps qui courent dans le Doubs.

Correspondante

AUTOMOBILE Projet de scission de Renault : la Bourse ou la vie ?

Les dirigeants de Renault ont fait fuiter dans la presse leur projet de scission du groupe en plusieurs entités, l'une centrée sur les véhicules électriques et l'autre sur les véhicules à moteur thermique ou hybride¹. Leur objectif est d'appâter les « marchés financiers » dans l'espoir d'attirer des milliards de capitaux « frais ».

Derrière ces manœuvres capitalistes, c'est l'accroissement de l'exploitation des travailleurEs qui s'annonce dans le cadre de la vaste restructuration du secteur automobile en cours.

Destructurer pour rentabiliser

Mettre à part l'entité « Électrique » permettrait au constructeur de remettre à plat l'ensemble des droits sociaux des salariéEs concernés. Temps de travail, rémunération, congés, mutuelle : tout

GRÈVE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

La Poste réinvente le lock-out

Jeudi 5 mai, une manifestation partait du siège de DPD France pour rejoindre celui de La Poste. Une délégation composée de grévistes, du Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry, de Solidaires et de Sud PTT a été reçue. Une fois n'est pas coutume, les représentantEs côté Poste n'étaient pas seulement des troisièmes (voire quatrièmes) couteaux. La DRH de Géopost, holding qui gère l'ensemble du secteur du colis express (donc DPD et Chronopost), faisait en effet partie de la délégation patronale.

La Poste ose tout, c'est même à ça qu'on la reconnaît

C'est qu'il y avait une annonce à faire. Pour la première fois, les dirigeants du groupe ont reconnu que des travailleurs sans-papiers étaient employés dans les unités de production du colis (cette évidence était jusqu'alors niée, de manière totalement absurde)... Ou plutôt «avaient été employés», puisque dans le même mouvement La Poste a annoncé la prochaine résiliation des contrats qui la lie au sous-traitant Derichebourg. Une soudaine prise de conscience des conséquences néfastes du

La mobilisation des travailleurs sans-papiers du groupe La Poste (DPD et Chronopost) ne faiblit pas. Les manifestations et rassemblements se succèdent, au rythme de deux à trois par semaine, avec leurs camarades de l'agence RSI de Gennevilliers.



NPA

système de sous-traitance qu'elle a elle-même mise en œuvre ? Pas vraiment ! Les seuls sites concernés par cette résiliation sont précisément ceux touchés par la grève, Le Coudray-Montceaux et Alfortville. La Poste prétend sans honte qu'ailleurs, il n'y a aucun problème. Une tentative particulièrement minable

de se couvrir, la médiatisation de la situation des sans-papiers permise par le conflit faisant mauvais genre. Mais il s'agit aussi d'une remise au goût du jour du vieux système du lock-out, à savoir l'interruption de l'activité, du fait des patrons, pour contrer une grève. Une pratique interdite, mais que

l'usage de la sous-traitance permet de fait. Les dirigeants de La Poste ne reculent décidément devant aucune méthode, même les plus abjectes. Mais s'ils imaginent retirer ainsi ne serait-ce qu'une once de combativité aux grévistes, ils en seront pour leurs frais.

Édouard Gautier

CHU DE BORDEAUX Grève aux urgences pédiatriques

Cela fait des mois que la situation des urgences pédiatriques du CHU est particulièrement tendue. Personnels et médecins en nombre insuffisant, locaux exigus et vétustes... les alertes ont été nombreuses depuis des années.

Mais si un nouveau bâtiment est finalement sorti de terre récemment, avec des équipements qui auraient dû permettre d'accueillir enfin dignement enfants et parents... le manque de personnel ne le permet pas : ces derniers jours, il est arrivé que des enfants et leur famille attendent 8 heures avant de pouvoir être pris en charge !

Gestion de crise du personnel

Aussi, depuis le 21 avril, le personnel est en grève avec le soutien de l'intersyndicale SUD-CGT-FO. Face à l'absence de réaction de la direction, les collègues ont tenu un piquet de grève à l'entrée de l'hôpital les 5 et 6 mai, avec le soutien de nombreux personnels.



NPA

Car c'est tout l'hôpital qui est à bout : les urgences adultes fonctionnent en mode dégradé au point que la

direction a demandé à la population d'éviter de venir aux urgences le week-end de Pâques, et près de la

moitié des médecins urgentistes ont annoncé leur intention de quitter le service d'ici cet été.

L'ensemble des services ne tournent qu'au prix d'une gestion de crise du personnel : rappel sur les repos et congés, heures supplémentaires imposées, transfert dans d'autres services pour boucher les trous au pied levé... Cela provoque des coups de colère qui se multiplient d'un service à l'autre, pour le moment sans réelle cohésion et sur fond de concurrence entre syndicats. Mais chaque moment de lutte permet aux grévistes de prendre confiance, d'agir par eux-mêmes et elles-mêmes, et fait avancer le besoin de se coordonner sur tout l'hôpital avec le sentiment que cela ne pourra venir que d'en bas.

Isabelle Ufferte

serait soumis à « négociation » avec les organisations syndicales, notamment au niveau national, plus promptes à palabrer avec les patrons qu'à organiser le rapport de forces.

L'objectif patronal est clair : détruire les droits sociaux sous la menace, puisque le ou la salariéE qui refuserait d'être transféré serait automatiquement licencié. Quant aux travailleurEs qui basculeraient dans la partie « Thermique », leur sort serait encore plus incertain : le nom de code interne de la nouvelle entité (« Horse », pour « Cheval », comme l'unité de puissance « cheval-vapeur ») montre que pour les dirigeants de Renault elle a plus de passé que d'avenir. Par le même mécanisme que pour la partie « Électrique », les travailleurEs verraient ainsi leurs droits sociaux remis en cause. Mais c'est l'avenir de



BRUNO ARLEQUIN

leurs emplois qui est menacé avec la fin annoncée en 2035 de la production

des moteurs thermiques et hybrides à l'échelle de l'Union européenne.

Au lieu de reconvertir, vers les voitures électriques, touTEs les salariéEs travaillant actuellement sur les voitures à moteur thermique, Renault les sépare et poursuit sa politique de casse de l'emploi, en France mais aussi dans d'autres pays (Espagne, Roumanie, Turquie...).

Au-delà du casino de la Bourse, ce sont les emplois de milliers de travailleurEs qui sont menacés, chez Renault comme chez les sous-traitants.

Mobilisation en construction

Un premier rendez-vous de mobilisation est organisé le mardi 17 mai devant le centre technique de Lardy (91) à l'initiative de la CGT du site.

Les directions syndicales chez Renault sont engluées dans des années de compromissions ou de fumeux « projets

RENAULT GUYANCOURT

La grève des PEI continue

Depuis le lundi 25 avril, la majorité des 130 salariéEs de PEI, société en charge du nettoyage au technocentre Renault Guyancourt (TCR) sont entrés en lutte contre leur direction et celle de Renault.

En cause : la décision de Renault d'imposer le télétravail aux salariéEs Renault au moins une fois par semaine et donc de fermer le site tous les vendredis pour réaliser des grosses économies... sur cette prestation.

Une décision tout simplement inacceptable pour les salariéEs de PEI dont le temps de travail avait déjà été réduit à 75% depuis la crise du Covid et dont les salaires, pour les temps pleins, atteignent à peine le SMIC.

Les grévistes ont donc débrayé massivement ce jour-là, défilant dans les bureaux avec drapeaux en scandant que « tous les vendredis doivent être payés » et que « Renault n'a pas à faire d'économies sur notre dos ». Une réaction qui a visiblement surpris la direction tant de PEI que de Renault. Dès le lendemain, alors que la grève se poursuivait, cette dernière annonçait à une délégation de grévistes le paiement à 100% du vendredi suivant et des heures de grève. Quant à la suite, la décision serait donnée le 29 avril...

Renault contre-attaque

Sans trop de surprise, la réponse donnée a été négative. Les grévistes ont décidé de relancer le mouvement à partir du jeudi 5 mai. Mais dès avant cette date, les directions de Renault et PEI, main dans la main, ont cherché à mettre toutes les entraves possibles à l'organisation du mouvement, interdisant notamment l'accès du site aux éluEs du personnel et aux représentantEs syndicaux de PEI extérieurs au site... Avant d'étendre cette interdiction à l'ensemble des salariéEs en désactivant leurs badges le jour de la grève ! Une manière particulièrement minable – et illégale – d'essayer d'invisibiliser le mouvement et de couper les contacts entre les grévistes et les autres salariéEs du site. Le lendemain, la direction de Renault faisait même placer des barrières et des vigiles, 20 mètres devant les tourniquets. Cerise sur le gâteau, Renault faisait annoncer le jour même son intention de recourir à une autre société si un « service minimum » n'était pas assuré.

Et maintenant ?

Face à l'ampleur de la riposte, les grévistes ont déjà compris qu'en plus de leur enthousiasme et de leur solidarité, il allait aussi falloir s'organiser pour durer face à l'opposition de Renault !

Ainsi, en plus des assemblées générales, un comité d'organisation de la grève, comprenant des délégués et des non syndiquéEs, hommes et femmes à parité, a été élu. Car le combat continue. Même si les grévistes ont accepté de réaliser un service minimum, ils restent massivement mobilisés pour faire aboutir leurs revendications. À commencer par celle-ci : « Tous les vendredis doivent être payés, paiement des salaires à 100% » !

Correspondant

industriels alternatifs » qui, en définitive, servent à faire passer la pilule des attaques patronales. Ce n'est qu'après plusieurs semaines d'alertes, lancées notamment par le syndicat CGT Renault Lardy, que la CGT de l'ensemble du groupe appelle à soutenir le rassemblement prévu à Lardy contre le démembrement annoncé, pour montrer à la direction que les salariéEs ne sont pas prêts à se laisser diviser, exploiter ou virer – avec la conviction que seule la lutte collective fera reculer le plan des patrons. Pour s'opposer à l'appétit vorace des actionnaires, la mobilisation qui commence doit s'élargir aux autres établissements Renault. Pour gagner, aux travailleurEs de s'imposer sur le devant de la scène.

Correspondants

1 – Voir l'Anticapitaliste n°611 et n°613.

Souscription du NPA

Le NPA lance cette année une souscription exceptionnelle au mois de mai.



INFOS PRATIQUES Deux moyens de paiement: le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à souscription.npa2009.org ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques: avant le 31 décembre 2022 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent-e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à: **NPA SOUSCRIPTION - 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à un E militantE ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.
SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG ~ NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG

Elections législatives

Les raisons d'un désaccord

Jeudi 5 mai, le Conseil politique national du NPA a décidé que les conditions n'étaient pas réunies pour signer l'accord national de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes). Il faut dire que les différents échanges que nous avons eus avec l'Union populaire ont pointé des contradictions interrogeant l'objectif affirmé par le regroupement initié autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon...

Le 19 avril dernier, suite aux décisions du Conseil politique national réuni deux jours plus tôt, le NPA répondait positivement à la proposition de rencontre lancée par l'Union populaire en vue des prochaines législatives. Pour nous, l'enjeu était de voir si les conditions pouvaient être réunies pour «une campagne regroupant diverses forces et collectifs, et se situant clairement dans une démarche à la fois de résistance à l'extrême droite et aux politiques antisociales et de proposition d'une politique en rupture avec la gestion loyale du capitalisme». Une des conditions politiques fixées était que celle-ci «devrait être menée en toute indépendance par rapport aux organisations de la gauche sociale-libérale, en particulier le Parti socialiste».

Dans la continuité de ce premier courrier, nous avons donc rencontré une délégation de l'Union populaire le lendemain, première des cinq rencontres que nous avons eues durant deux semaines.

Quand le Parti socialiste s'invite

Alors que le courrier initial de l'Union populaire avait seulement été adressé au PCF, à ÉELV et au NPA, le vote du bureau national d'un PS, aux abois, en faveur de discussions avec l'UP, a ouvert la possibilité d'un accord incluant cette force marquée par le social-libéralisme. Finies les déclarations comme celle de Mathilde Panot quelques jours plus tôt affirmant «[qu']il n'y aura pas de discussion avec le PS, et ce refus est définitif». Un refus définitif devenu en deux



semaines une standing ovation faite à Olivier Faure lors du lancement de la campagne de la Nupes samedi dernier...

En ce qui nous concerne, nous avons essayé de discuter, dans le cadre des rencontres de délégations, comment nous pensons contradictoires, d'une part, la volonté affirmée par l'UP (que nous partageons) de mettre sur pied des candidatures d'union assumant une rupture à gauche avec la gestion du système, le quinquennat Hollande en particulier, et, d'autre part, la présence du PS. Nous voyons bien comment la participation du PS à la Nupes est un élément de crise dans ce parti, avec de nombreux désaveux par les tenants du Hollandisme et même des démissions (dont certaines emblématiques comme celle de Bernard Cazeneuve). Pour autant, à cette étape, l'accord ne produit pas de fracture en son sein, et c'est même celui-ci, par son poids

institutionnel important pour qui veut construire une majorité, qui pèse sur le contenu de l'accord.

C'est ainsi que nous avons analysé les premières concessions faites dans le cadre de l'accord signé entre l'Union populaire et le PS sur la question de la retraite (dont plus personne ne comprend l'articulation entre le droit de partir à 60 ans, les 40 annuités, et une possible décote) ou sur la question européenne avec la question de la désobéissance aux traités posée en terme bien plus confus. Une brèche par ailleurs déjà ouverte par l'accord avec ÉELV.

Quand la forme éclaire le fond

Si nous avons accueilli défavorablement l'arrivée du PS dans des discussions menées de façon bilatérale par l'UP, nous n'avons pas voulu rompre les négociations, pour aller jusqu'au bout du processus afin de pouvoir nous positionner en toute

clarté par rapport à trois éléments: la stratégie et le programme, sur lesquels nous avons trouvé des points d'accord suffisants, même si notre programme allait évidemment plus loin; le périmètre, avec en particulier la possible participation du Parti socialiste; la place laissée aux uns et autres, pour rendre compte de la diversité du regroupement et du respect de ses différents composantes. C'est sur cette dernière question que les choses ont aussi achoppé. Si les négociations avaient permis de garantir une indépendance organisationnelle nous permettant d'avoir notre propre expression, les propositions de l'UP concernant les possibles circonscriptions donnaient un éclairage assez cru sur les dynamiques politiques à l'œuvre autour de l'accord. En corollaire de la grande place politique qui lui est laissée dans l'accord, la sur-représentation du PS (70 circonscriptions au lieu des 31, selon la règle proportionnelle des résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle fixée par l'UP...) est à mettre en relation avec les propositions qui ont été faites au NPA: sans aucunement prendre en compte nos propositions (pourtant ouvertes) correspondant à nos lieux d'implantation, l'UP a mis sur la table cinq circonscriptions (et non les 13 qui auraient pu, à la proportionnelle, nous être proposées) qui, à l'exception d'une seule (par ailleurs pas gagnable, à Grenoble), ne correspondaient nullement à des lieux d'implantation du NPA... Sans même parler de l'impossibilité d'avoir une circonscription en Gironde.

Au total, il nous a donc semblé bien difficile de rejoindre cette Nupes, dont la dynamique actuelle contient des effets contradictoires, avec la remise en selle de courants portant une lourde responsabilité dans la faillite d'un espoir à gauche. Cela n'empêchera pas le NPA de mener campagne en soutien aux candidatures de rupture de la Nupes ou, si les conditions ne sont pas réunies, à des candidatures indépendantes.

Manu Bichindaritz

Extrême gauche

Lettre du NPA à Lutte ouvrière suite à l'hommage à Alain Krivine

Le 30 avril, à l'occasion de l'hommage à Alain Krivine organisé à la Mutualité, nous avons invité diverses organisations politiques à intervenir. Parmi elles, Lutte ouvrière, qui s'est démarqué de la tonalité générale de l'hommage en utilisant la tribune pour régler ses comptes avec la IV^e Internationale et le NPA, dans une intervention particulièrement mal reçue — à juste titre — par la salle. Le Comité exécutif du NPA a rédigé, par la suite, une lettre publique adressée à Lutte ouvrière, que nous publions dans nos colonnes.

Camarades, les mots sont difficiles à trouver pour exprimer, en gardant la mesure, l'étonnement et la colère ressentie par les centaines de personnes réunies samedi 30 avril pour l'hommage à notre camarade Alain Krivine.

Depuis des décennies, la LC, devenue LCR puis NPA, et Lutte ouvrière, se côtoient dans des mobilisations, discutent, polémiement plus ou moins rugueusement, ont parfois fait des alliances électorales. Elles ont même, à une époque, envisagé de fusionner. Autrement dit des relations «normales» entre deux courants révolutionnaires respectueux, collectivement, de leurs cadres respectifs et, individuellement, de leurs militantEs.

Rupture du cadre de confiance et du respect

C'est pourquoi nous avons été profondément heurtés, blessés même, par l'intervention de Michel Rodinson, faite au nom de la direction de Lutte ouvrière. Il a en effet jugé bon d'utiliser comme tribune l'hommage que nous vous avons proposé de prononcer pour, une fois expédié le salut à la fidélité d'Alain, passer au vitriol les politiques menées par notre courant international et sa section française dont Alain a été un des dirigeants durant 60 ans. Michel Rodinson est même allé jusqu'à

polémiquer sur notre orientation concernant les prochaines élections législatives, à propos de laquelle, vous nous l'accorderez, Alain n'a aucune responsabilité...

Le tout avec une tonalité que nous ne détaillerons pas, mais volontairement insultante et méprisante, délibérément choisie pour blesser l'assistance. Cette attitude, inacceptable dans les rapports entre organisations du mouvement ouvrier, a fortiori lors d'un hommage, ne peut être vécue que comme une agression politique de votre part contre notre courant, constituant une rupture du cadre de confiance et du respect qui pouvait exister entre nous. Maintenir et justifier une telle attitude entraînerait une altération majeure de nos rapports à venir, y compris sur notre possible participation à vos futures initiatives.

Une provocation irrespectueuse

Nos désaccords, que ce soit sur nos conceptions de la solidarité internationaliste, sur l'analyse de la situation ou sur les choix de tactiques électorales, sont légitimes. Nous ne nous sommes jamais dérobés à la confrontation, voire à la polémique, y compris publique, qui sont pour nous une bouffée d'oxygène indispensable à la réflexion politique. Au-delà des rapports entre nos organisations, c'est même pour nous un élément sans lequel un mouvement ouvrier vivant ne peut exister. Nous vous avons d'ailleurs proposé, suite à la séquence présidentielle, une réunion «bilans et perspectives» pour échanger sur les rapports de forces issus de cette séquence et les formes possibles d'intervention

des révolutionnaires, entre autres autour des législatives. Vous avez refusé, nous renvoyant à un débat pendant votre fête, soit après la date de dépôt des listes. Dont acte. Mais ce qui s'est passé lors de l'hommage à Alain Krivine n'a rien à voir avec la confrontation d'idées, et tout à voir avec une provocation irrespectueuse, à propos de laquelle nous nous devions de vous interpellier. Dans l'attente d'une réponse et, nous l'espérons, des nécessaires excuses de votre part, a fortiori dans la mesure où cet incident s'est produit quelques jours après que vous nous avez invité à votre fête, nous rendons publique cette lettre, ainsi que la vidéo de l'intervention de Michel Rodinson.

Le Comité exécutif du NPA, le 5 mai 2022

Exposition

À Neuchâtel, la question coloniale entre au musée

Exposition «Mouvements», au Musée d'art et d'histoire (MAHN) de Neuchâtel (Suisse).

L'exposition se décompose en cinq salles qui dessinent les mouvements incessants de celles et ceux qui sont passés par Neuchâtel et qui marquent les histoires suisse, européenne et mondiale. Ces mouvements se sont matérialisés par l'intégration d'une classe dominante très internationalisée, l'émigration d'officiers et de soldats, puis une immigration ouvrière dont de nombreux militantEs révolutionnaires.

La salle introductive dessine quelques portraits de NeuchâteloisES et d'immigréES figures de leur temps, de Jean-Paul Marat à Jenny Humbert-Droz. Les deuxième et troisième salles traitent de façon acritique les représentations de la guerre durant l'époque contemporaine. Elles reprennent le mythe de la «vocation humanitaire de la Suisse». L'internement des prisonniers de guerre de l'armée de Bourbaki devient un «accueil» et le Don suisse pour les victimes de guerre est célébré en taisant la nécessité d'alors des bourgeois suisses de démontrer un soutien à l'effort de guerre de l'Axe.

Neuchâtel dans le commerce triangulaire

La quatrième salle – la plus intéressante – traite de l'implication des riches familles neuchâteloises dans la traite et l'emploi d'esclaves dans les Amériques. Les liens étroits de l'activité manufacturière locale, principalement par



la confection de tissus imprimés appelés «indiennes» échangés en Afrique contre des esclaves déportés dans les plantations esclavagistes des Amériques pour la production de biens réimportés en Europe (tabac sucre, café, coton, etc.), prennent enfin place dans un musée neuchâtelois. Une cartographie passionnante est dressée des bâtiments et institutions construits et payés par des familles actives dans le commerce international. Nombre de fortunes exceptionnelles issues du commerce triangulaire ont été léguées à la ville. Le MAHN explique désormais : «De nombreux Neuchâtelois ont fait fortune grâce au commerce international aux 18^e et 19^e siècles. Plusieurs d'entre eux ont aussi été impliqués, [...] dans la traite négrière et l'esclavage : par la possession de plantations, dont l'économie est étroitement liée à l'esclavage ; par le service étranger en faveur

de puissances coloniales et la répression de révoltes d'esclaves ; par le financement d'expéditions négrières ; par le négoce de produits de traite, principalement des indiennes ; des Neuchâtelois sont également à la tête d'indiennes à Nantes, premier port négrier français.»

Les tenantEs d'une critique de ce passé colonial et esclavagiste se faisaient taxer il y a deux ans encore de «révisionnistes». Le retournement est énorme. En miroir, la dernière salle aborde l'immigration plus récente et les politiques xénophobes des 50 dernières années dans notre pays. L'exposition est le fruit d'une collaboration entre arts plastiques et appliqués, numismatique et histoire. Le résultat est réussi malgré la reprise du mythe de la vocation humanitaire. *Mouvements* marque la victoire d'une historiographie contemporaine contre

l'hagiographie servile des grands aristocrates bienfaiteurs de Neuchâtel.

La statue de Pury reste, mais deux œuvres l'atténuent

Le combat pionnier que nous avons accompagné contre le symbole véhiculé par la statue de David de Pury qui trône au centre-ville plane en arrière-fond de cette exposition. Le négociant esclavagiste actif à Marseille, Londres et Lisbonne avait légué sa fortune à la ville – l'équivalent de 300 millions de francs actuels [286 millions d'euros]. Faut-il l'enlever de sa place et de son piédestal, comme la gauche antiraciste le demande, ou la garder comme témoin des crimes qui ont bénéficié à la ville ? Pour l'instant, la statue et le nom de la place restent mais seront accompagnés de deux œuvres, l'une plastique qui pastiche la chute du buste du scientifique raciste Agassiz à Stanford, la seconde sous forme d'installation lumineuse et sonore pour commémorer chaque nuit les victimes de l'esclavage. Des décennies de luttes politiques, de recherches historiques et de mobilisations diverses trouvent un premier aboutissement dans l'exposition permanente révisée du MAHN. Nous serons attentifs à ce que ce ne soit qu'un début et nous sommes ravis de constater que l'Université et certainEs historienEs annoncent qu'elles participeront au débat mémoriel sur les rapports coloniaux et post-coloniaux. Les accapareurs esclavagistes d'hier sont les ascendants, souvent au sens généalogique strict, des maîtres du négoce international et de l'exploitation des travailleurEs du monde entier organisés depuis la Suisse. Notre travail de mémoire est un combat anticapitaliste et de solidarité internationaliste.

Dimitri Paratte

Paru dans le n°405 de *solidarités* (Suisse).

Essai

Maltriarcat: quand les femmes ont soif de bière et d'égalité, d'Anaïs Lecoq

Éditions Nouriturfu, collection «Le poing sur la table», 144 pages, 15 euros.



La couverture flamboyante de ce livre annonce la couleur : il s'agit de bière, de la plus belle espèce, amère et colorée... et de celles qui la font !

Les premiers brasseurs étaient des brasseuses !

L'autrice fait l'inventaire, aux origines, de la production de bière en tant qu'activité domestique. De la Mésopotamie à la Scandinavie, on boit – on mange – de la bière qui, comme on le sait, est un breuvage très nourrissant. Dans le cadre de la division genrée des tâches, le brassage revient donc aux femmes... Mais cela va plus loin et la bière sort de l'aire domestique, puisque dès l'Antiquité, des femmes tiennent des cabarets où la bière est vendue et consommée, leur donnant une certaine autonomie financière...

Comment en est-on arrivé là ?

Là ? Un monde de la bière associé à des mecs (blancs, hétéros) qui en ont ! L'autrice décrit le processus par le menu. Pour faire court, mentionnons le moment où la bière sort de la sphère familiale en devenant une production industrielle, à la qualité constante, consommée de plus en plus par «des classes sociales plus aisées et des élites». En d'autres termes, brasser devient rentable et prestigieux : une affaire d'hommes donc !

Reprenre sa place !

Quand les femmes reviennent dans le jeu, c'est sur l'étiquette... le plus souvent pour le pire : conforter la bière comme une boisson pour mâles dominants. Pour reprendre leur place au brassage, à la dégustation, à la distribution, c'est toute une histoire, l'histoire du retour des femmes du bon côté de la chopine ! C'est cette aventure que relate l'autrice, en nous invitant à explorer le domaine de la bière artisanale, les brasseries craft. Celles-ci se multiplient, dans une recherche de qualité et d'identité de bières de caractère, et ouvrent un nouvel univers de la bière. Celui-ci, pour autant, n'est pas spontanément féministe, loin s'en faut, mais permet l'émergence de zones libérées au sein desquelles des femmes, brasseuses, sommelières, commerciales, patronnes de brasserie, s'imposent. Comme par hasard, il s'agit très souvent de démarches collectives, collaboratives, voire carrément politiques !

Comment mieux conclure que la quatrième de couverture : «L'autrice dessine un panorama saisissant et sans-faux-col de ce monde de la bière en pleine effervescence où le partiarcat a désormais la pression» ! Je prendrais bien une tit' bière, moi...

Claude Moro

Librairie La Brèche

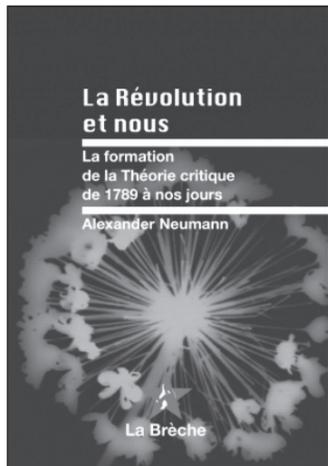
Présentation-signature de l'ouvrage «la Révolution et nous», d'Alexander Neumann

La Révolution et nous. La formation de la Théorie critique de 1789 à nos jours. Éditions la Brèche, 462 pages, 13 euros.

Un livre qui a pour titre *la Révolution et nous* a tout pour nous plaire : La Brèche, issue de l'expérience collective de Mai 68, en a intuitivement saisi l'intérêt. Le rapport à l'histoire des révolutions se précise dans le sous-titre du livre, puisque le point de départ est la Grande Révolution de 1789, qui se révèle comme un modèle critique éclairant les révolutions des conseils (ou soviets) du début du 20^e siècle : russe, allemande, autrichienne et hongroise, avec leurs extensions turque et chinoise. Puis, les élans révolutionnaires de la libération du fascisme en 1945, le mouvement international de 1968 et la crise actuelle avec ses renversements et révolutions régionales sont analysés au fil des pages.

Clarifier le sens du concept de révolution

Mais *la Révolution et nous* n'est pas un livre d'histoire. C'est un livre qui expose la Théorie critique de l'École de Francfort, un courant qu'Alexander Neumann considère comme nommant le plus clairement les enjeux d'émancipation présents dans ces révolutions qui ont marqué



l'histoire mondiale. Cela fait discussion, à gauche, et il s'agit de mener le débat publiquement car, aujourd'hui, les tentatives de détourner le mot révolution de son sens initial – une rotation qui vient mettre les choses à l'endroit – n'opèrent plus. La fin du 20^e siècle a réduit la révolution, au choix, à une horreur totalitaire, à un slogan publicitaire de dentifrice révolutionnaire, à un jeu de mots, à une illusion romantique, une dangereuse utopie ou à

une pièce de musée dans un monde postmoderne. Aujourd'hui, il s'agit de clarifier le sens du concept de révolution, face à un ordre planétaire qui marche sur la tête, où le capitalisme prime sur l'humanité, le mensonge propagandiste devient la règle, où la guerre veut se présenter comme la paix, l'esclavage comme la liberté, où l'état d'urgence prétend garantir la démocratie, et où de nombreuses théories universitaires ne cherchent plus à éclairer le sens d'action de la gauche. Orwell, un monde orwellien. Le mot émancipation est attaqué, le mot critique tend à disparaître du vocabulaire.

De Kant à Angela Davis

Comment conceptualiser la révolution de nos jours, après l'expérience de ses détournements sous le stalinisme, l'enlèvement nationaliste de nombreuses révolutions anticoloniales et après 40 ans de propagande contre-révolutionnaire en Europe de l'Ouest, égrenée dans les domaines politiques, médiatiques, savants ? Ici, le livre de Neumann propose une approche inédite : remonter aux expériences collectives du passé, pour retrouver à chaque fois le sens des concepts, dans l'effort des penseurs

(femmes et hommes) de nommer les situations, les principes théoriques et les perspectives de leur époque. Dans ce cadre, des concepts fondamentaux retrouvent tout leur sens : la critique, l'émancipation, le cosmopolitisme, la société bourgeoise, la domination, la lutte des classes, la révolution mondiale, la révolution permanente. Car il s'agit de concepts qui ont été élaborés bien avant l'apparition du marxisme doctrinaire qui marque la fin du 19^e siècle. Tour à tour, toutes les conceptualisations des philosophes et intellectuelEs sont alors reconstituées dans leur précision initiale, depuis Kant, Hegel et les premières féministes apparues depuis la révolution de 1789 (de Louise Félicité de Kéralio et Louise Dittmar à George Sand), en passant par la génération qui a salué la révolution internationale de 1848, jusqu'aux auteurEs les plus critiques du 20^e siècle, dont la mésesimée Angela Davis, à côté d'autres auteurEs qui sont à peine cités dans le débat actuel. La Théorie critique, qui est associée à la création de l'Institut de Francfort en 1923, sert de véritable fil rouge pour retrouver un mouvement qui va de 1789 au présent – et du présent au souvenir des luttes passées. La révolution et nous.

(Extrait de la préface de l'ouvrage)

PRÉSENTATION-SIGNATURE JEUDI 19 MAI 2022 À 18 H à la librairie La Brèche,

27, rue Taine, Paris 12^e (M° Daumesnil)

Déclaration du Conseil politique national du NPA

Cette déclaration a été adoptée par le Conseil politique national du NPA réuni le jeudi 5 mai 2022.

Les résultats de l'élection présidentielle donnent une responsabilité à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier et du mouvement social, à la gauche qui refuse le libéralisme et la destruction de nos droits, pour l'unité d'action dans la rue et dans les urnes. C'est dans ce sens que le NPA a souhaité discuter avec l'Union populaire de candidatures communes aux élections législatives. En effet, face à la montée de l'extrême droite et au danger fasciste, contre le nouveau mandat de cinq ans de Macron et de ses sbires organisant les attaques antisociales et autoritaires, nous souhaitons qu'une majorité de gauche de rupture, au moins le plus d'élus possible, puisse exister à l'Assemblée. Nous pensons donc qu'une dynamique d'union serait un signal positif en direction du mouvement social et des luttes, redonnant confiance aux opprimés et aux exploités. La perspective d'organiser les résistances et d'arracher de nouveaux droits par tous les moyens, doit nous unir.

Discussions avec l'Union populaire

Nous avons donc rencontré l'Union populaire pour tenter d'aboutir à un accord. Sur le plan programmatique, nous avons écrit ensemble un texte qui rappelle la nécessité d'une rupture avec les politiques libérales, de revenir en particulier sur les lois de Hollande et de Macron concernant le droit du travail, la répression, d'accueillir les migrantEs, d'augmenter le SMIC, de mettre en place la retraite à 60 ans pour toutes et tous, d'éradiquer la pauvreté... Ces mesures sont loin de représenter l'ensemble du programme anticapitaliste du NPA, mais elles sont suffisantes pour être défendue dans le cadre d'une alliance et même pour soutenir leur mise en œuvre par un gouvernement qui serait issu d'une telle coalition si elle était majoritaire, avec Jean-Luc Mélenchon pour Premier ministre, sans renoncer à notre indépendance. Cependant, au fur et à mesure des discussions avec les autres forces politiques, l'équilibre politique de la coalition s'est modifié progressivement, atténuant le caractère de rupture avec les politiques libérales qui faisait sa force. Ainsi l'accord trouvé avec Europe Écologie-Les Verts, très avantageux en termes de circonscriptions offertes, revient sur plusieurs points du programme partagé entre le NPA et l'UP, par exemple sur la nécessité de ruptures avec l'Union européenne. Par ailleurs, la faible place de collectifs de quartiers populaires dans l'accord unitaire, comme « On s'en mêle », n'est pas le bon signal donné à celles et ceux qui subissent de plein fouet les



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

politiques antisociales, sécuritaires, racistes et islamophobes. Malgré tout, il nous semblait toujours important de participer à cette dynamique d'union.

Point de bascule

Cependant, l'accord noué, mercredi matin, par l'Union populaire avec le Parti socialiste, est problématique à plus d'un titre. D'abord parce qu'il revient sur plusieurs propositions essentielles, une augmentation du SMIC qui ne serait plus « immédiate », une rupture avec l'Europe libérale aux modalités devenues floues, « la retraite à 60 ans pour tous » présente dans les accords contractés avec EÉLV et le PCF devenue un « droit à la retraite à 60 ans » (dont on sait qu'il signifie l'existence d'importantes décotes)... Dans cette logique, le PS se voit octroyer 70 circonscriptions (dont 30 gagnables), soit bien plus que la proposition initiale de l'UP d'une répartition à la proportionnelle entre les différentes forces prenantes. En ajoutant à ces candidatures PS les nombreuses candidatures d'EÉLV qui ne représentent pas une rupture avec le libéralisme,

la marque de cette gauche, qui a gouverné de nombreuses reprises contre les classes populaires et dirige aujourd'hui bon nombre de villes ou de régions, devient significative. Tout cela constitue pour nous un point de bascule : cette « Nouvelle Union populaire écologique et sociale » (NUPES) n'assume pas la continuité politique de l'Union populaire qui a conduit, dans le cadre de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon à représenter un espoir de transformation radicale de la situation, ou alors de façon bien ambiguë et contradictoire. Nous savons que de nombreuses et nombreux militantEs de gauche espéraient « voir Philippe Poutou à l'Assemblée », mais ils et elles doivent savoir qu'à aucun moment une circonscription n'a été proposée par l'Union populaire permettant son élection, ni même sa candidature en Gironde. Dans le cadre d'un accord avec le Parti socialiste, l'UP nous propose seulement cinq circonscriptions – bien loin de la proportionnelle entre les différentes forces – dont aucune n'est éligible, ni ne correspondant à nos implantations militantes. Ainsi, le PS s'est vu

accorder trois fois plus de circonscriptions que ce qu'il a pesé dans la présidentielle, tandis que le NPA se voit proposer trois fois moins que ce qu'il a pesé. Tout un symbole !

Pas d'accord mais...

Dans les faits, l'Union populaire aurait souhaité une participation du NPA à la NUPES, mais sans possibilité d'existence politique réelle en son sein.

Nous constatons donc avec regret que l'UP a fait le choix de trouver un accord avec les composantes gestionnaires du système au détriment d'un accord avec le NPA, qui a pourtant répondu favorablement à la proposition de l'UP dès le début, et qui a poursuivi les discussions jusqu'au bout dans l'espoir d'aboutir à un accord.

Nous aurions pu nous mettre d'accord avec l'Union populaire, le PCF, et même EÉLV, mais nous ne pouvons pas valider un tel accord incluant le Parti socialiste et sur la base des propositions qui nous ont été faites. Le NPA ne signera donc pas l'accord de la NUPES.

Le NPA organisera sa participation aux élections législatives lors d'un Conseil politique national qui se tiendra le 14 mai. En tout état de cause, nous appellerons à voter et soutiendrons, y compris de façon militante, les candidatEs de gauche de rupture de la NUPES, face auxquels nous ne présenterons pas de candidatEs. Dans d'autres circonscriptions, là où les conditions sont réunies, le NPA cherchera, face à des candidats labellisés NUPES incarnant une continuité avec le social-libéralisme, à faire entendre une alternative, avec des candidatures unitaires, issues du monde du travail et des quartiers populaires, représentant une gauche de combat, indépendante des institutions et du social-libéralisme.

Le Conseil politique national du NPA

L'image de la semaine



Vu ailleurs

COCKTAIL MOLOTOV CONTRE UNE MOSQUÉE À METZ.

Environ 300 personnes, selon la préfecture, se sont rassemblées samedi [7 mai] à Metz pour protester contre les dégradations sur une mosquée turque, visée dans la nuit de jeudi à vendredi par des bouteilles incendiaires de type cocktail Molotov.

Une enquête a été confiée à la sûreté départementale, a indiqué à l'AFP le procureur de la République de Metz, Yves Badour, ajoutant que, « à ce stade, aucune piste n'est privilégiée ». [...]

Quelque 300 personnes, selon la préfecture, ont répondu à son appel à un rassemblement de soutien samedi à 12 h sur la place d'Armes de la ville mosellane, entre la cathédrale et l'Hôtel de ville.

Les manifestants étaient rassemblés derrière une banderole proclamant « Metz, ville de tolérance », selon des images diffusées sur les réseaux sociaux. [...]

Les dégâts ont été constatés vendredi « vers 5 h 30 par des fidèles venus à la prière du (vendredi) matin », a dit à l'AFP Ridvan Kilinc, le secrétaire de l'association qui gère le centre culturel et culturel qui abrite la mosquée Merkez Camii, de la fédération DITIB, une organisation de la communauté turque.

Une plainte a été déposée, a-t-il indiqué.

Trois bouteilles incendiaires de type « cocktail Molotov » avaient été déposées devant la façade mais seulement deux ont été allumées, selon M. Kilinc, qui ajoute que le centre n'avait « jamais » fait l'objet d'une telle attaque.

Les flammes ont légèrement noirci par endroits la façade, a encore indiqué M. Kilinc. Selon lui, une bouteille avait été installée près d'un système électrique avec, manifestement, l'intention de l'endommager.

Le ou les auteurs ont aussi visiblement tenté, en vain, de lancer un cocktail Molotov dans la mosquée pour en incendier l'intérieur, a-t-il encore affirmé, précisant que ses deux imams « logent au-dessus » du bâtiment religieux.

« Tout le monde est stupéfait », a ajouté M. Kilinc, appelant à « l'union », le « maître-mot de la manifestation » samedi à Metz.

Dans un communiqué, le Conseil régional du culte musulman (CRCM) de Lorraine a condamné vigoureusement cet « acte islamophobe ». « Nous plaçons toute notre confiance dans les autorités policières et judiciaires pour que les auteurs de cet acte abject soient retrouvés et sévèrement sanctionnés », a-t-il ajouté.

AFP, « Émotion à Metz où une mosquée a été visée par des cocktails Molotov », 7 mai 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org